

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

VENDREDI  
26

MARS  
1976

N° 145

1,50 F

Belgique : 15 F  
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Editorial

## LA CRISE S'AIGUISE

24 heures après le discours de Giscard et ses premières retombées, on peut en mesurer l'impact et aussi l'inefficacité. Visiblement ce discours n'a dénoué aucune des nombreuses contradictions auxquelles est confrontée la politique giscardienne.

Face aux travailleurs, de toute évidence le rabâchage des promesses de réformes ne fait plus guère illusion. La négation de la persistance de la crise, les appels à la modération des revendications doublés de menaces précises contre les luttes, le rappel des actions répressives à Aléria ou à Montredon, tous ces éléments du dernier discours ne peuvent que conforter les travailleurs qui ne comptent que sur leurs actions déterminées pour faire céder le gouvernement. A la SNCF, à Peugeot et dans des dizaines d'autres usines, la poursuite de la grève a été la réponse des travailleurs aux promesses de Giscard.

Face à ses propres rangs et aux différentes composantes de la coalition gouvernementale, Giscard n'a pas non plus convaincu, et c'était pourtant un des objectifs importants que visait son intervention. L'unanimité retrouvée des différents partis de la «majorité présidentielle» ne peut faire illusion. Certes Chirac qui réclamait hier dans le «Figaro» toute liberté pour les «Républicains Indépendants» d'organiser leur action en dehors du contrôle de Chirac, s'incline devant la nomination de ce dernier comme coordinateur de l'action de la «majorité». Certes les nombreux dirigeants UDR qui hier encore réclamaient l'abandon des réformes et le retour à une politique plus ouvertement conservatrice, ont subitement (pour l'instant) perdu la voix, alors que Giscard annon-

ce qu'il persiste dans son projet «réformateur». Mais ces silences subits ne firent que révéler le caractère factice de l'unanimité qui se fait jour. Rien des contradictions qui opposent au fond UDR et giscardiens quant à la politique réactionnaire à suivre pour maîtriser les luttes n'a été résolu. Tentant de concilier les différents partis qui le soutiennent, Giscard ne consolide rien et perd un peu plus de sa crédibilité et de son autorité sur ses propres troupes : les rivalités entre les différents partis de droite, même si elles retournent provisoirement en coulisse, vont s'aiguïser !

En fait cette perte de confiance des forces bourgeoises dans la politique giscardienne n'est qu'un signe supplémentaire de l'accélération de la crise. Ceux qui ne saisissent dans cette crise que sa composante économique se trouvent bien désemparés aujourd'hui ! C'est au moment où des signes de reprise économique se dessinent, que s'accroissent les difficultés de la bourgeoisie à gouverner comme avant. De toute évidence, la crise est politique, elle affecte directement le pouvoir de la bourgeoisie, sa capacité à exercer sa domination sur les masses aujourd'hui.

Les luttes résolues déclenchées depuis une quinzaine de jours un peu partout en France, le printemps chaud qui s'annonce, sont porteurs au delà même de la simple bataille revendicative, d'aspirations bien plus profondes. Sentant craquer de toutes parts cette vieille société, les travailleurs entendent approfondir la crise de la bourgeoisie et faire progresser la perspective d'un nouveau pouvoir, de leur pouvoir. C'est cette bataille qui se prépare et qui inquiète tant la bourgeoisie en place.

## Malgré les mensonges et les tentatives de division

# LE MOUVEMENT DES CHEMINOTS S'ETEND



voir page 5

## Liban : Frangié s'enfuit LES COMBATS CONTINUENT

voir page 7

## Peugeot (Mandeure) UN PAS VERS LA VICTOIRE

voir page 4

## Grande- Bretagne LA GAUCHE RESPEC- TUEUSE EN TETE

Avec 90 voix, le leader de «gauche» travailliste Michael Foot est arrivé en tête du premier tour de scrutin organisé au sein du groupe parlementaire pour désigner le successeur de Harold Wilson à la tête du parti, qui sera automatiquement premier ministre. Le principal favori, James Callaghan, ministre des affaires étrangères, connu comme faisant partie de la droite du parti, arrive en deuxième position avec 84 voix. Le résultat final après les différents tours ne fait cependant guère de doute : la «gauche», bien qu'elle ait attiré des voix qui ne la suivent pas habituellement, arrive avec 127 voix loin derrière les 187 suffrages qui se sont portés sur les quatre candidats de la droite. En sorte que James Callaghan succédera très vraisemblablement à Wilson, ses concurrents de droite étant assez nettement distancés.

De toute façon, on peut s'interroger sur ce qui sépare véritablement les deux tendances du travaillisme anglais.

voir page 7

## SOMMAIRE

- Ce qu'on fait manger aux Français -P.2-
- Poniatoski à Europe 1 : «C'est naturel» -P.3-
- Lyon : les éboueurs en grève -P.4-
- Notre feuilleton : «Etoile Rouge sur la Chine» d'Edgar Snow -P.11-

# ENQUÊTE

## CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

### (22) LA LOI DU PROFIT

*Les horaires postés qui rendent impossible le repas de famille pour les ouvriers lorrains ; l'organisation capitaliste du travail qui empêche même une alimentation équilibrée ; la loi du profit qui interdit au cuisinier de faire de bons plats pour les ouvriers.. Pas plus qu'aucun*

*autre moment de la journée, le repas n'échappe à la loi du capitalisme. Celui-ci s'attaque aussi bien à ce que nous mangeons qu'aux conditions dans lesquelles nous mangeons. Mais il récoltera ce qu'il a semé, et le «drapeau rouge flotte sur la marmite» !*



### Manger au rythme des feux continus

«Ces gosses me dégoûtent, ils font les difficiles ici à la cantine, alors que chez eux, ils ne doivent pas avoir le tiers. Ce sont des ignorants ; il faudrait leur donner des patates tous les jours». Le principal du collège dit ces mots en regardant avec mépris les 250 pensionnaires du réfectoire. Une dernière phrase encore avant de s'éloigner : «Ils ne sont pas élevés, ils poussent tous seuls». Les gars l'ont baptisé «le Tsar».

Les vitres de la cantine donnent toutes sur le même spectacle : l'usine ; d'ailleurs ici le sol de la cour est rouge ; on a construit un bahut sur une mine de fer. Au moins ces jeunes dont la majorité sont des fils de mineur ou de sidérurgiste ne seront pas dépayés !

Dans les plats, beaucoup de restes ; la nourriture vaut celle des autres refs ; on n'en veut pas aux femmes de service : elles étaient onze, on a réduit l'effectif à sept ; pas de chef cuisinier. Ce que le tsar tient à oublier c'est que la

plupart de ces jeunes subissent le rythme de vie de leur père : les trois postes ou les feux continus. Souvent, dans les cités, on attend le retour du père, qui, s'il est d'après-midi, ne rentrera qu'après 9 H, parfois 10 H. Une récente étude montrait que 27 % des feux continus étaient atteints de maladies de l'estomac ou de l'intestin. Dans cette même enquête on voyait que les 2x8 étaient plus atteints que les 3x8. «C'est normal, parce que les chiffres ne disent pas, c'est que les gars qui font les deux

postes sont des anciens trois postes qui étaient trop esquinés pour continuer». Cela, le Tsar, du haut de sa fonction, il s'en fout. Le repas, ça n'est pas que le moment où on mange ; c'est l'heure où on se retrouve, où on parle de la journée, où la famille est réunie. Non. Pas pour les fils de travailleurs postés. Si le père est du matin, il manquera le repas de midi ; s'il est d'après-midi, il manquera le repas du soir. Quand il est de nuit, il boude sur tous les repas, nerveux, fatigué. La nourriture gar-

de le goût de l'usine, de la mine. De nombreux jeunes ne voient leur père qu'un dimanche par mois. Les réveillons de Noël et de Nouvel An, beaucoup d'ouvriers les passent à l'usine. Alors quand les gosses se retrouvent à huit par table au réfectoire, ils ont envie de parler, de rire, d'avoir un vrai repas détendu ; impossible, le Tsar est là, qui ne tolère ni bruit, ni geste. Il faut bouffer et se taire. Huit par table, 250 dans le réfectoire : il faut se tenir correctement, manger avec dignité... et s'estimer content, parce que «à la maison, ils doivent en avoir le tiers».

Évidemment, les maigres salaires, encore réduits par le chômage partiel, ne permettent pas de faire des folies. Les ménagères jonglent avec leur budget ; dans les cités, c'est une fierté de dire : «La table d'abord ; on peut se priver de tout, pas sur la table ; pour les gosses, pour le bonhomme qui va à l'usine, c'est la table qui compte». Les vacances régulièrement sacrifiées, la machine à laver qu'on changera toujours l'année prochaine, les heures passées au jardin pour avoir un peu de légumes frais : le tsar ne connaît pas ; il n'a jamais mis ses nobles pieds dans une cité ouvrière, il n'a jamais vu comment se prépare la musette avec sans arrêt le même problème : mettre ce qu'il faut dedans et tenir jusqu'à la prochaine paye. Mais ce qu'il n'a jamais vu non plus, c'est quand il y en a vraiment assez, quand le drapeau rouge flotte sur la marmite ; les femmes en tête de la lutte, comme en 48 ou en 67 : pour l'emploi et le bifteck.

Au pays du fer, on mange au rythme des hauts-fourneaux et tous les chiffres officiels truqués n'y changent rien : «A chaque fois qu'on fait le marché, on a un peu moins dans le panier». Mais plus le panier est vide, plus la coupe est pleine.

### UN OUVRIER PATISSIER-CUISINIER : «JE NE PEUX PAS FAIRE MON TRAVAIL COMME JE VOUDRAIS»

Il y a 14 ans que je suis pâtissier-cuisinier ; j'ai commencé à l'âge de 14 ans. La pâtisserie, je l'ai apprise en province, à Thonon, chez un petit pâtissier de quartier. La cuisine, je l'ai apprise par la suite depuis que je travaille comme pâtissier de restaurant.

Toujours le même problème : je ne peux faire le métier comme je le voudrais, à cause de la qualité des matières premières ou du temps de travail, lorsque je travaille dans des restaurants à des prix abordables ou dans les boulangeries-pâtisseries courantes.

Je travaille actuellement chez un restaurateur parisien très renommé, qui donne des recettes à la télé. Il est très sûr de lui, nous traite comme ses larbins, et nous fait travailler 60 H par semaine. Il faut que vous sachiez que ses recettes, c'est nous les ouvriers qui les préparons et les rectifions quand elles ne sont pas réalisables techniquement. Bien sûr, le patron pense qu'on a exécuté ses ordres sans mettre notre réflexion, et annonce des recettes faussées à la télé à grands coups de banalités de vieille idéologie : mépris de la ménagère qui ne sait pas, etc...

Je n'ai que le choix entre : - Les pâtisseries de luxe, où les chocolats sont à 80 F le kilo, où la moindre «petite pièce» coûte 2,50 F et plus, sans compter l'accueil si vous ne voulez qu'un gâteau sec : tout cela n'est pas pour les travailleurs.

- Travailler pour le peuple dans les boulangeries-pâtisseries très populaires, mais les produits sont souvent de mauvaise qualité : blancs d'œufs séchés conservés à l'ammoniac, qui font des meringues très blanches et très dures, margarine au goût de beurre (diacétyl) qui ser-

vent à faire les crèmes écoeurantes des bûches de Noël, le moka du dimanche ou le croissant pâteux et élastique, les colorants qui rappellent ce qu'ils ne peuvent remplacer, etc...

Dans une pâtisserie où j'ai travaillé, j'ai vu jusqu'à 100 litres de lait achetés au rabais chez Suma parce qu'ils avaient dépassé la date limite.

Où alors je travaille dans des restaurants à des prix abordables, tels les selfs, ou les restaurants à touristes, et là, ce sont les huiles des friteuses qui ne sont pas changées assez souvent, et c'est dangereux ; la marchandise décongelée et recongelée parce qu'elle n'a pas été vendue.

Tout cela est évidemment lié au profit : tels les selfs (souvent plus de 1 000 repas par jour) où les cuisiniers ne sont plus que des manœuvres spécialisés sur un ou deux plats et font les mêmes gestes tous les jours. La rentabilité fait acheter en gros, des produits congelés, des colis de qualité inférieure, souvent des restes de mévente.

Les cadences empêchent les contacts humains et le partage des connaissances, même au niveau professionnel. Le patron refuse de me laisser un des apprentis plus d'un mois, ce qui ne lui permet pas d'apprendre suffisamment.

Au contraire, dans le «laboratoire» de pâtisserie, où la cuisine se fait en commun, les initiatives de tous et le même droit à la parole font ressortir l'amélioration de la qualité ; on imagine de nouvelles recettes, et l'ambiance de la fraternité qui règne dans ces conditions font le bien-être de ceux qui y travaillent et la qualité pour les clients.



### LE RÉGIME A L'USINE...

L'obésité est fréquente chez les ouvrières à partir d'un certain âge ; à chaque visite, le médecin conseille, plus ou moins aimablement de suivre un régime, quand il n'essaye pas de leur faire honte. C'est sûr que les kilos en trop, c'est lourd à porter, et que ça n'a rien de bon pour la tension, etc...

Mais, pour suivre un régime, c'est difficile quand on travaille en usine ! Travailler debout, à la cadence, le ventre creux, c'est épuisant et certaines qui veulent suivre le régime sont obligées de s'arrêter pour se reposer.

Quand on mange à la cantine, il y a souvent des pâtes ou des pommes de terre : c'est économique... Difficile de demander une grillade ! les cuisiniers ne peuvent pas faire de la cuisine adaptée à chaque personne.

Surtout, on n'a pas le temps de manger, on avale à toute vitesse, pour repartir travailler immédiatement : le repas (qui n'est

d'ailleurs pas toujours bien équilibré) est mal assimilé ; dans ces conditions, même en mangeant peu, on grossit. Sans parler de celles, nombreuses, qui mangent des sandwiches à midi. Alors, il faut retourner manger chez soi. Mais ce n'est pas toujours possible, surtout à Paris, où il y a parfois plus d'une heure de trajet... Même quand c'est possible, il faut manger trop vite, et c'est le même problème qu'à la cantine. Le soir, on est fatigué... Quand il y a un mari et des enfants à nourrir, c'est difficile de faire deux menus différents...

Ce qu'il faudrait, c'est : - avoir le temps de manger tranquillement, - une pause dans la journée, pour mieux répartir les repas, - des repas variés et équilibrés, - la possibilité, à la cantine, d'avoir des menus adaptés (de même pour les diabétiques, les hypertendus, etc...) Mais bien sûr, ça n'arrange pas le patron, ni le «Borel» qui gère le restaurant d'entreprise...

# POLITIQUE

## LES RETOMBÉES DU DISCOURS DE GISCARD

A droite

### UNANIMITÉ DE FAÇADE

L'intervention de Giscard a été un savant dosage d'attitudes et de thèmes politiques visant à redonner quelque crédibilité à son pouvoir, y compris au niveau des forces politiques qui le soutiennent. Apparemment, cette tentative est bien reçue, au niveau de ces forces politiques. Apparemment...

#### «L'IMAGE» DU PRÉSIDENT...

Tous demandaient une intervention qui rassure, qui donne une autre image du chef de l'Etat que ces «tergiversations des velléités du changement» dont parlaient «Les Échos»... «Le Figaro», qui rappelle que «ces derniers mois, le pays a eu l'impression qu'un prurit réformateur dévorait ses gouvernants... que l'on s'agitait beaucoup à battre de la mousse» estime que «pour les Français, il s'agissait de scruter dans le visage (de Giscard), de déceler dans ton la certitude d'une présence réelle, ayant force de référence». Les Républicains

Indépendants : «la France sait qu'elle a un patron» et l'UDR : «c'est ce qu'attendaient beaucoup de Français troublés et inquiets». Unité donc, au niveau de l'appréciation de l'image qu'a donnée Giscard. Le contraire aurait été étonnant de la part des partis le soutenant...

#### «ACCUEILLIR LE COORDINATEUR»

La tentative de Giscard de marier la «fermeté» (référence à l'Allemagne, rappel de la répression), et le thème de la réforme, ne satisfait personne, même si les termes des déclarations ne le mettent pas en avant. Ainsi, l'UDR ne fait aucune référence à la poursuite de la politique «réformatrice», se contentant de se féliciter du nouveau rôle de Chirac : «ceci doit mettre fin à certains flottements pour laisser la place à la seule action offensive dans l'étroite et nécessaire unité». Rôle de Chirac que les R.I. enregistrent : «les partis de la majorité vont pouvoir s'exprimer

d'une façon mieux coordonnée», ou recevoient comme un camouflet, pour ceux d'entre eux qui prévoient un triumvirat de direction de la majorité, tel Chinaud «nous serons très heureux d'accueillir le coordinateur...». Le «coordinateur», c'est le premier ministre...

#### GISCARD RAPPROCHE LA QUADRATURE DU CERCLE

Ce n'est pas au niveau des partis politiques de droite que les doutes sont les plus soulevés, puisque même un Jobert, qui parle pourtant de «l'immobilisme des thèmes d'autrefois» défendus par Giscard, lui souhaite avec un brin de fiel «bonne chance dans ses perspectives difficiles». C'est du côté, par exemple, de l'UNICER (l'union des chefs d'entreprises créée par Gingembre) pour qui «rien ne fait naître l'espoir de voir s'écarter la menace sur les chefs d'entreprise, ni du rétablissement de l'ordre public, ni de la liberté du travail». Ou encore

du journal patronal «Les Échos» : «En mettant l'accent sur les prix et le chômage... Giscard n'a fait que rapprocher la quadrature du cercle». Toujours dans ce journal, on note positivement l'appel à la réforme «par souci de prévenir les convulsions sociales» tout en restant sceptique : «cette appréciation subjective suffirait-elle à conjurer les mécontentements et à insuffler à la majorité l'énergie dont elle a besoin?». Doubte confirmé par Ferry, vice-président du CNPF : «l'incertitude et l'inquiétude n'ont pas été complètement levées».

Il était normal qu'au lendemain d'un discours présidentiel si «attendu», les partis de la majorité paraissent s'en contenter. Leurs déclarations ne parviennent pourtant pas à cacher les contradictions. Et la faiblesse de Giscard, qui, fondamentalement est celle de la bourgeoisie en crise, n'est même pas mise en doute par certains. Signe révélateur !

Éric BRÉHAT

A gauche

### MITTERRAND REPOND A GISCARD... MAIS PAS AUX TRAVAILLEURS

Ceux qui s'attendaient à ce que Mitterrand réponde sur le fond, et de façon détaillée à Giscard ont du être déçus. Conformément à l'image qu'il tente de se donner depuis que le PS se sent le vent en poupe, lors de son discours à Carcassonne, il n'a pas daigné sortir de l'anecdote littéraire : «Trente minutes de discours ne suffisent pas à effacer les échecs de trente mois... Je lui reprocherais d'avoir fait un discours de clientèle... Il était là pour doper la majorité... Sur le plan esthétique, il m'est apparu comme un magicien déçu cherchant à se faire pardonner les illusions perdues...». Sur l'appel à Chirac pour «coordonner la majorité» : «Il m'a semblé avoir besoin d'une canne. Il a pris un baton plutôt que nouveaux...»

La suite est à l'avenant. Il est clair que le PS, et tout particulièrement son secrétaire

général, dans la mesure où il ne tient pas du tout à précipiter le cours des événements a tout intérêt à répondre par le silence aux tentatives giscardiennes. Face à une équipe au pouvoir qui apparaît faible et peu convaincante, il s'agit, au contraire de paraître sûr de soi. Mais que Mitterrand en reste à l'ironie est tout à fait significatif de l'hésitation actuelle de la «gauche», confrontée à la fois à cette faiblesse de l'équipe en place, et à la montée actuelle des luttes de la classe ouvrière.

Mais quelle perspective Mitterrand, et la gauche peuvent-ils bien offrir? Ce n'est ni plus ni moins que le rabâchage du programme commun de la gauche, déjà bien pillé par Giscard, et dont les travailleurs attendent si peu que les partis de «gauche» ne le mettent en avant que lors de leurs polémiques.

E.B.

#### VIVRE LIBRE AVEC LE PCF

Ce n'est pas la plaquette «vivre libre» (qui chante sur tous les tons la liberté qui empêche le PCF de mettre systématiquement des bâtons dans les roues, (quand ce n'est pas sur la figure), des journalistes qui ne sont pas d'accord avec lui. On se rappelle l'agression du photographe Bunel et novembre dernier par le service d'ordre PCF. Nos lecteurs se souviennent aussi sans doute de l'exclusion du «Quotidien du Peuple» du 22ème congrès, ce qui n'avait pas empêché certains congressistes de relayer nos journalistes. Encore récemment, un de nos journalistes s'est vu refuser le texte de la dernière conférence de presse du PCF, place du colonel Fabien. Par deux fois, le PCF d'abord, puis la JC, viennent également de refuser la présence d'un journaliste de «Rouge». Par contre, la liberté vue par le PCF concerne, en matière de journalisme les journaux les plus pourris, tels l'Aurore, le Figaro, le Parisien Libéré ! C'est ce qu'on appelle une préfiguration de la société capitaliste que nous promet le programme commun !

#### ARCHI BATTUS EN 78

Hector Rolland, député UDR de l'Allier, qui n'a été réélu que d'extrême justesse aux dernières cantonales est inquiet pour son avenir et celui de son groupe. Avant même le discours télévisé de Giscard il ne cachait pas son inquiétude. «Ceux qui ont voté pour Giscard d'Estaing a-t-il déclaré, l'ont fait pour qu'il n'y ait pas de réformes profondes... Le corps électoral modéré est inquiet... Les lois votées nous ont projetés sur la pente glissante, les projets à venir nous mènent directement au fond de l'abîme... Il est normal de mettre en place une politique opposée à celle qui a motivé le choix des électeurs... Conclusion : en 1978, nous serons archibattus».

En voilà un qui a du être bien rassuré par le discours de Giscard ! Au fait pourquoi se tait-il aujourd'hui ?

#### CATALA PAS CONTENT

M. Catala n'est pas content. Ce quadragénaire placé il y a quelques années à la tête des JcC par le P«C»F, polémique avec les jeunesses soviétiques et roumaines. Ces dernières viennent d'inviter les jeunes UDR et les jeunes giscardiens à une visite amicale dans leur pays. «Nous n'admettrons pas la caution qui est ainsi donnée à des organisations que nous considérons comme réactionnaires» affirme Catala qui va même jusqu'à envisager d'annuler le prochain voyage des JcC en Roumanie. Que les jeunes révisionnistes français se rassurent, ils pourront passer du bon temps même s'ils ne vont pas en Roumanie : il leur suffira de se réunir une nouvelle fois avec leur compère de l'UJP, organisation progressiste bien connue, sœur aînée des jeunes UDR, et avec laquelle Catala a noué de très bonnes relations. A chacun ses réactionnaires !

## Les Républicains Indépendants et le «Coordinateur»



Poniatowski à Europe 1 : «C'est naturel».

Hier se tenait la première des trois journées organisées à Nice par les R.I. C'est le moment pour eux de faire le point après la nomination de Chirac comme chef officiel de la majorité, contrairement aux vœux d'une partie de ce mouvement écrits malencontreusement par Chinaud dans Le Figaro. Le Chinaud a, d'ailleurs, pour l'occasion, fait montre d'une spontanéité touchante dans ses propos de soutien indéfectible et éternel aux décisions de Giscard. «Nous serons très heureux d'accueillir le coordinateur» a-t-il déclaré, pas crispé du tout.

Pendant ce temps, son frère Poniatowski disposait pour la journée entière du micro su Europe 1. Un hasard, sans doute, que son intervention soit programmée juste après celle de Giscard. Le second du chef de l'Etat a pu, à loisir, expliquer le sens des paroles de mercredi soir. Il a tenu à marquer qu'il «n'y a jamais eu avec Jacques Chirac aucun problème, ni politique ni amical». On l'aurait presque cru. On a noté cependant la vivacité avec laquelle il a affirmé «chaque parti garde son autonomie, son indépendance, il n'est pas question de bâtir de parti unique». Il a, comme à chaque fois qu'il parle, mis en avant la «sécurité des Français», lançant une attaque contre les syndicats «qui ont tendance à faire de l'action politique» et il a dénoncé «le désordre». Rien de bien neuf donc.

Le sous-marin nucléaire français «l'indomptable», nouvelle pièce de la force de dissuasion stratégique, qui effectuait ses essais, a dû les interrompre et rentrer au port : un navire soviétique, bourré d'engins d'observation, suivait tous ses mouvements comme son ombre, et a refusé de s'éloigner malgré les protestations que lui a fait tenir l'équipage. On signale même qu'un sous-marin soviétique est venu soutenir l'action du navire de surface. L'impudence du Kremlin ne connaît plus de bornes.

### en bref... en bref...

#### MITTERRAND INTERVIEWE

Un qui va être content en lisant le dernier numéro du magazine américain US, c'est Marchais. Mitterrand, qui est interviewé, déclare : «le PS est devenu non seulement le plus important parti de la gauche, mais le plus important parti français. A mes yeux, c'est une solide garantie pour le cas d'un gouvernement commun de la gauche». La confiance règne...

#### ● REPRISE DES BARRAGES DANS LE LANGUEDOC

Malgré l'occupation policière du midi viticole, qui se poursuit encore malgré son caractère «discret», les viticulteurs ont repris les actions contre les importateurs de vin italien. Ainsi, à Lézignan, près de Narbonne, un barrage qu'ils avaient établi leur a permis d'intercepter un camion transportant 280hl de vin italien. Le tout a été rapidement vidé...

# LUTTES OUVRIÈRES

La grève des éboueurs de Lyon

## VERS LE DURCISSEMENT DE L'ACTION

Aujourd'hui, la grève des employés de la Courly s'est étendue, d'une part parce que le pourcentage des grévistes a grossi dans les secteurs qui sont en grève depuis jeudi : éboueurs, voiries, chauffeurs. On atteint presque les 100 %.

D'autre part, certains secteurs ont reconduit la grève de 24 H. d'hier : abattoirs, personnel administratif (à 30 % chez eux, mais c'est en extension ; ils étaient deux fois plus nombreux mercredi que la veille à leur assemblée générale), les égoutiers devaient se prononcer mercredi après-midi, mais il est probable qu'ils vont rejoindre le mouvement. Celui-ci se développe, bien que la CGT n'ait pas eu une attitude très claire. Un gréviste nous l'explique : « Dans certains endroits, elle pousse les gars ; dans d'autres, elle les retient. Ils nous disent que dans les temps qui courent, on aura besoin de l'énergie des tra-



vaillants dans d'autres occasions».

Dès mercredi matin, les éboueurs ont constitué des équipes pour sortir les poubelles sur les trottoirs dans les grandes artères du centre ville. La répression menace, puisque les chefs les ont suivis pour relever les noms des gars. Après l'assemblée générale à la Bourse du Travail, une nouvelle mani-

festation s'est rendue à l'hôtel de ville où une délégation était reçue par l'ouverture des négociations au niveau local sur les primes et les conditions de travail avec la présence d'un représentant de la préfecture et du trésorier général.

D'autres mouvements seraient en cours à Grenoble, à Nantes sur les mêmes revendications. En définitive, Pra-

### LES EMPLOYÉS DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE LA COURLY :

Ils doivent quitter prochainement le palais de la foire pour aller s'installer à la Part Dieu. Par rapport à ça, ils ont des revendications spécifiques :

- crèche sur le lieu de travail,
- journée continue, c'est-à-dire :
- temps de repas payé comme temps de travail.

Quant à la CFDT, elle avance la revendication de 35 H « pour faire réfléchir les gens ».

del n'a rien lâché, il est resté dans la vague et s'est déchargé de ses responsabilités comme d'habitude. Chez les éboueurs, la colère grandit et on peut prévoir que le mouvement va se durcir.

Corr. Lyon

## SNCF ils luttent en ce moment

### Nantes ON CONTINUERA

Depuis le début de la grève, il y a 100% de grévistes chez les roulants et 80% dans les autres services ! L'action est très dure. Les gars se mettent devant les trains pour les empêcher de partir. Les flics sont intervenus plusieurs fois pour faire partir les trains. A chaque fois, il y a des bousculades. Il ne part que trois trains par jour et à chaque fois, par l'intervention des flics et avec plusieurs heures de retard.

Il y a beaucoup de discussions sur le rôle des fédés. En effet, elles prétendent que du fait que certains syndicats ont signé, il faudrait au moins 15 jours de grève pour faire céder la direction de la SNCF et sur cette base, appellent à reprendre le boulot dès demain matin. A Nantes, les gars ne marchent pas ! Ils sont décidés à continuer jusqu'au bout. Les cheminots dénoncent les affirmations de certains dirigeants CFDT qui prétendent qu'il n'y a que 20% de grévistes à Nantes. Pour l'instant, c'est toujours la grève de 24 h. reconductible tous les jours. Les gars font les piquets de grève en 4x8 comment en 68 ! Un tract a été distribué aux voyageurs pour expliquer la lutte et de nombreuses discussions ont eu lieu sur cette base.

Correspondant SNCF Nantes

### ● NORMACEM (LYON)

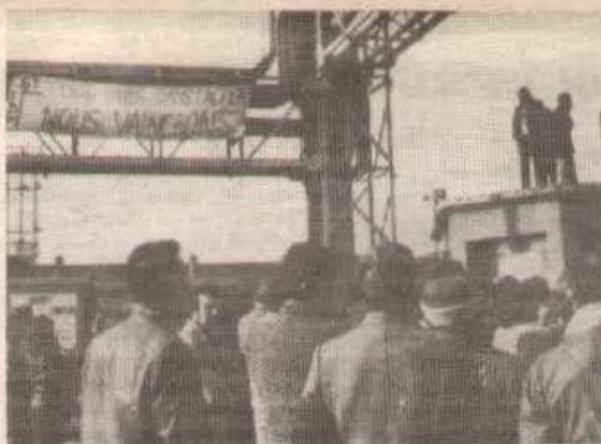
Le patron a reculé devant l'action des travailleurs et a été obligé d'annuler le licenciement qu'il voulait faire. Le coulage des cadences se poursuit !

### Peugeot (Mandeure)

## UN PAS VERS LA VICTOIRE

M. Peugeot, ses cadres, ses flics ont pris une sacré claque : en remettant en service les cars de ramassage pour amener le personnel, ils comptaient que la masse des travailleurs emboîterait le pas aux cadres qui, sous la protection des flics, ont enfoncé les piquets à 9 heures hier matin.

Les cadres sont effectivement rentrés dans l'usine, mais ils sont rentrés tous seuls ! Loin d'entamer la volonté de vaincre des travailleurs, ce coup de force de « la racaille de ceux qui gagnent 5 000 F par mois » leur a redonné du mordant. Cette première victoire en préfigure d'autres : non, M. Peugeot, vous avez tort de spéculer sur la lassitude et le pourrissement ! Non, vous ne licenciez pas



impunément 45 ouvriers ! Vous ne continuerez pas à bafouer les travailleurs exténués par les brimades, les cadences et les salaires de misère. les revendications restent :

- 300 F pour tous ;
- pas un seul licenciement

- baisse des cadences
- compensation des heures chômées.

Après cette attaque, les travailleurs discutent des moyens pour renforcer la mobilisation : développer le soutien sur les autres usines, populariser la lutte sur les quartiers, reprendre l'usine occupée par les flics. Oui, la victoire est possible !

Correspondant

### ● ALFA LAVAL à NEVERS :

Depuis le 18 mars, après des arrêts de travail (en particulier au secteur « froid »), les travailleurs d'Alfa-Laval sont en grève générale à 90 % pour leurs justes revendications concernant les salaires et la garantie de l'emploi.

● Répression chez Lip : une délégation syndicale s'est rendue auprès de la direction pour exprimer son refus du licenciement d'un militant. Des pétitions circulent pour dénoncer la répression.

## QUESTIONS SYNDICALES

### Le congrès régional de la CFDT - Lorraine

## UN PREMIER REcul DES RÉFORMISTES

La Lorraine devait servir de banc d'essai pour les réformistes du PS à leur tentative de normalisation. Dans le rapport préparatoire figurait une phrase visant à exclure de la CFDT les syndicalistes révolutionnaires (à commencer par les militants du PCR). Mais les dirigeants réformistes n'ont pas même tenté le coup, le 21 mars, lors du Congrès, car ils savaient que la majorité des mandats se retourneraient contre eux à ce propos ! Dans le cours des discussions, il n'y a guère eu de surprises ; les éléments réformistes étant prépondé-

rants parmi les mandatés... Ce qui passe au premier plan de la résolution finale, c'est en fin de compte la « victoire de la gauche aux cantonales » et la « perspective d'un socialisme autogestionnaire ». Sont reléguées au deuxième plan les questions de la répression, des licenciements des délégués et du mouvement d'ensemble : une paille ! A été adopté un texte sur « le rôle prépondérant des militants dans le syndicat » qui reste à appliquer ! A été approuvé également le discours du secrétaire réformiste (Troglic) se

démarquant du PCF et du PS sur la question de l'armée. Mais aux élections du nouveau conseil de l'Union Régionale Interprofessionnelle, les membres présentés par le conseil sortant n'ont obtenu que 2/3 des voix, pour la première fois en Lorraine ! Ce qui montre, comme le disait un syndicaliste révolutionnaire mandaté au Congrès : « C'est fini le temps où dans le syndicat c'était l'unanimité ». La lutte de classe fait son chemin dans le syndicat !

correspondant Nancy

- SNCF Nevers : « On forme les piquets » ! Les cheminots sont en grève depuis mercredi soir. Les syndicats CGT et CFDT ont lancé hier après-midi un appel à la grève demandant à l'ensemble des cheminots de Nevers et Vauzelles de cesser le travail le mercredi 24 mars à 20h. pour un mouvement de 24h. reconductible. Le mot d'ordre de grève comporte les consignes suivantes : - former des piquets de

grève sur les lieux de travail  
- assister chaque jour le matin aux assemblées locales  
- se réunir chaque jour à la bourse du travail de Nevers pour décider de la suite du mouvement.

- Besançon - Grève SNCF : au dépôt 100 personnes en grève sur 180, occupation des locaux avec piquets de grève. Il s'agit d'une grève reconductible de 24 heures.

### Région de Metz C'EST PARTI TRÈS FORT !

Metz Dépôts : 30% de grévistes  
Longwy : 80%  
Thionville : 60% ; à l'entretien à Thionville, ils font grève sur le tas  
Les triages de Metz-Sablons et Metz-Woppy et Conflans sont bloqués. Plus rien qui sort, ni ne rentre !  
Hagondange : 50%  
Forbach, c'est parti très fort !  
Dans l'ensemble, les gars sont très combattifs sur le terrain, ils veulent aller jusqu'au bout. C'est bien parti, on est nombreux à Longwy. Il y aura des réunions un peu partout vendredi dans la matinée pour décider de la poursuite de l'action, et une réunion pour coordonner l'ensemble.

Correspondant SNCF Thionville

### Dépôt de Vénissieux IL Y A LONGTEMPS QUE CELA N'AVAIT PAS DÉBRAYÉ COMME ÇA

Les cheminots sont toujours en grève à 100%. Il y a eu une assemblée générale, jeudi après-midi. Des questions se posent par rapport à l'attitude des fédés. A la fin de l'AG, les gars étaient assez déçus : « quand les syndicats veulent nous donner des informations, ils le font, mais là, on ne sait rien de ce qui se passe dans les autres dépôts. Ils voudraient laisser pourrir qu'ils ne s'y prendraient pas autrement ».

A l'AG, à la bourse du travail, on a laissé les gars sans perspectives (laissé « libre » de leur décision). Les gars sont assez amers car pour eux, « c'était bien parti, il y a une grande combativité, il y a longtemps que ça n'avait pas débrayé comme ça ». C'est aussi la première fois que les cheminots procédaient par discussions dans les assemblées générales pour la conduite de la grève, c'est quelque chose de nouveau pour eux, et de très positif. Mercredi, à la CFDT, on disait que le mouvement prenait de l'ampleur, que l'action des cheminots pourrait bien être « le point de départ d'une action plus large de tous les travailleurs », mais dès le jeudi, changement de ton : les responsables disent que le travail va sûrement reprendre demain ; ils ont sans doute reçu des directives ?

Correspondant SNCF Lyon

# LUTTES

## ON A TOUS LES ATOUTS POUR GAGNER C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT FRAPPER UN GRAND COUP

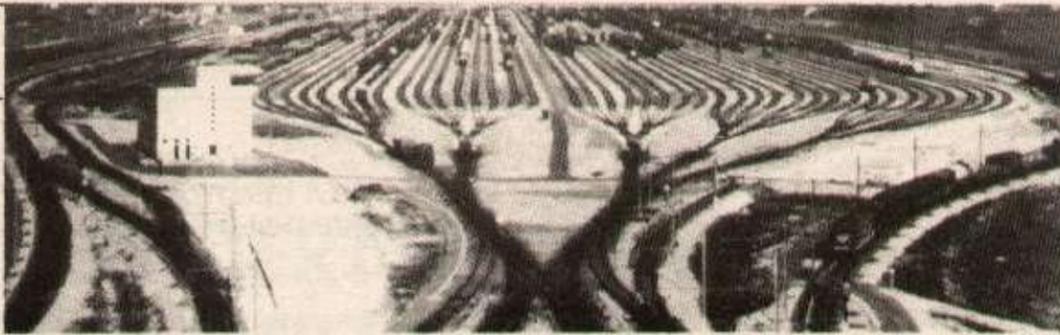
Cette réflexion résume l'état d'esprit des cheminots en grève d'Orléans (les Aubrais). Il y avait 300 gars à l'Assemblée Générale de mercredi soir, il y en aura beaucoup plus aujourd'hui, car de nouveaux cheminots se sont ralliés au mouvement et la mobilisation prend vie. C'est dans ce climat de mobilisation qu'on a appris la position des deux fédérations : grève nationale de deux jours. Alors la question se pose : est-ce qu'il va falloir qu'on reprenne lundi ?

Ce serait un échec pour les cheminots, et encore plus aux Aubrais : l'échec de cette grève compromettrait les luttes prévues à l'avenir contre la fermeture du triage... Toutes les discussions tournent autour de ça : comment par exemple, élargir la grève si on sait qu'elle se terminera dans deux jours ? Pourquoi les débrayages de l'EDF ne sont prévus que le 7 avril et pas maintenant ? Pourquoi rien n'est

perdu, et même les responsables CGT attendent autre chose de leur Fédération. Ce qui est sûr, c'est que pour tenir, il va falloir durcir notre grève, organiser la popularisation auprès des usagers et surtout auprès des autres travailleurs. Les discussions tournent aussi sur la possibilité d'occuper les différents services, de bloquer les trains comme on l'a fait en février (à ce propos, on a appris que la porte du poste de régulation (PRS) était maintenant blindée, qu'un téléphone directement relié à la caserne de CRS avait été installé). Les revendications sont claires et nettes, et pour les cheminots des Aubrais, la grève, ce n'est pas un moyen de prolonger les élections cantonales, mais bien de se défendre contre la direction SNCF et de passer à l'offensive comme pour le mouvement de 71 que tout le monde a en tête !

Corr. SNCF  
Orléans (les Aubrais)

S  
N  
C  
F



## Malgré les mensonges et les tentatives de division LE MOUVEMENT DES CHEMINOTS S'ÉTEND...

Le «Parisien Libéré» d'Amaury commence à s'énerver ! Ses confrères du «Figaro» et de «L'Aurore», jouent l'air de la «reprise progressive du travail»... En pure perte ! Depuis jeudi, c'est 25 régions sur 25 qui sont en grève. Strasbourg et Nancy, ayant rejoint hier le mouvement... Certains cheminots s'amusent même à dire qu'il y a 26 régions sur 25 en lutte : puisque les Services Centraux sont en grève aussi ! C'est dans l'Ouest que le mouvement est le plus fort...

rame ordinaire. Enfin, des roulants non-grévistes de certains services marchandises sont affectés aux voyageurs ou au transport d'une minorité de marchandises relevant des trusts les plus

importants (pétrole, par exemple)...

Et qui conduit ces trains ? Bien sûr, des jaunes de FO ou de la CFTC, mais il y en a peu ; aussi, ce sont surtout quelques chefs de traction (normalement descendus de machines depuis belle lurette) et des tourne-casaques de la FGAAC.

Qui plus est, la grève des cheminots, ce n'est pas la lutte des seuls roulants et pour un roulant «autonome» qui reprend, combien de gars de l'Équipement ou du Matériel entrés dans la bagarre par écoeurement des manœuvres ultimes de la SNCF ? Cela, la presse bourgeoise ne le dit pas ; mais les chiffres parlent d'eux-mêmes pour illustrer le renforcement de l'action !

Bien sûr, la SNCF sait y faire ! On a vu des trains rouler, c'est vrai. Et là-dessus, l'intox pourra s'enclencher : «une grève suivie moins qu'on ne pouvait le penser» tenteront de dire les feuilles de la bourgeoisie.

En fait, comment s'y prend la direction ? D'abord, elle fait rouler des trains connus, de prestige ou très fréquentés ; n'hésitant pas pour cela à supprimer des trains prévus au tableau de services. Par ailleurs, sur les lignes de la banlieue parisienne, on a vu circuler en double ou triple rame des trains à



Les principaux dépôts et chantiers en grève. En italique : les nouveaux dépôts et chantiers en grève

## Une assemblée générale à Paris-Lyon

Près de 300 personnes, rue de Chalon, pour une «Assemblée» de tous les services (quelques roulants, des gars du matériel, des bureaux...), à l'appel de la CGT et de la CFDT. Beaucoup de militants CGT présents, essentiellement des bureaux. La réunion démarre par l'intervention du secrétaire de la CFDT très brève, axée sur la consolidation de la grève par des A.G. de chantier, et constatant que «c'est pas mal parti sur le secteur». Le responsable CGT embraye avec un discours «à dormir debout» disaient certains travailleurs... Un texte long, à prétentions «politiques» (très embrouillé) avec de nombreuses références creuses au Programme Com-

mun... Avec presque aucune précision sur les gares en grève : une intervention vague et peu mobilisatrice, et qui se termine sur un appel à l'ordre : «Ce sont les Fédés qui contrôlent et décideront de l'action en fonction du progrès des négociations».

En somme un simple meeting, où aucune proposition n'est faite ni la parole donnée aux travailleurs eux-mêmes. C'est seulement un peu plus tard, alors que des petits groupes se forment, que des discussions s'engagent : «La grève peut être très dure si les roulants s'y mettent sérieusement» pensent les gars des Bureaux. «Même avec les 104 repos, ça ne suffirait pas pour reprendre. Ce que nous voulons c'est les salai-

res» disaient plusieurs cheminots de l'Équipement. Une grande méfiance régnait sur l'attitude des Fédérations : «Est-ce qu'ils accepteront que la grève passe le week end, même si on n'a rien obtenu ?» s'interrogeait un ouvrier de Paris-Gonflans, en ajoutant que «La SNCF trique déjà les chiffres en disant qu'à l'entretien on est 52 % de grévistes, alors qu'on est au moins 70 %... et que jeudi ça sera parti aussi à Villeneuve-Plaisance et V.V.O (Ville neuve-voiture). Enfin un syndicaliste CFDT notait avec satisfaction que «Cette fois, les femmes aussi étaient en lutte : à 70 % aux renseignements». Ainsi quand les cheminots ont la parole, la voie de la lutte s'affirme !

## Postiers et cheminots : VERS L'UNITÉ

Au centre de tri PLM, les «ambulants» (c'est-à-dire les wagon-postes) ne partent pas en raison de la grève des cheminots. L'administration essaie bien d'acheminer le cour-

rier par la route mais elle ne peut empêcher l'amoncellement des sacs de tri. Ce que l'administration voudrait, c'est qu'on travaille au maximum dans les wagons en gare afin de

limiter les effets de la grève. La réaction des postiers est tout autre ! On en profite pour discuter de la grève... D'habitude on travaille vite pour terminer plus tôt, là c'est le contraire : «Ce n'est certainement pas parce que les cheminots font grève qu'on va faire du zèle».

Les postiers descendent à Lyon en train de voyageurs et la nuit suivante c'est le même scénario, mais les discussions se font plus vives : certains postiers refusent de faire du travail supplémentaire qui reste des jours précédents.

L'administration tente de semer la division entre postiers et cheminots. Par exemple, les heures de retard à l'arrivée pour cause de grève SNCF ne sont pas payées comme heures de travail ! Nous ne recevons qu'une indemnité de 4 F l'heure environ pour ces heures supplémentaires. Cela ne marche pas, et tout le monde est unanime pour dire que les responsables ce sont les administrations, que ce soit la SNCF ou les PTT, c'est l'État qui refuse de satisfaire nos revendications. «Les cheminots, ils ont raison de se mettre en grève ; pendant notre grève en 74, on a attendu qu'ils nous soutiennent. Maintenant que c'est leur tour, il faut les soutenir». La colère contre l'administration grandit, de même que la volonté d'unir nos luttes.

Corr. PTT PLM

## EN ITALIE AUSSI... LES CHEMINOTS LUTTENT CONTRE LES BAS SALAIRES !

(Interview d'un responsable du PCMLI)

Quotidien du Peuple : Pourrais-tu, camarade, nous retracer les raisons de la lutte des cheminots italiens ?

E. : La lutte a démarré l'an dernier en août, pour le renouvellement des contrats, aussi (qui a lieu tous les trois ans, en Italie). Les cheminots voulaient s'attaquer à l'intensification du travail et surtout aux salaires très bas...

QdP : Concrètement, comment cela s'est traduit au chemin de fer ?

la lutte est partie, à Gênes, avec nos camarades. La lutte était forte aussi à Rome et à Naples. Mais à Naples, la CISNA (fasciste) soutenait la grève. Alors, les gens du PCI ont fait croire que tout le mouvement était fasciste ! Ils ont saboté le soutien et le développement, attaquer la grève...

QdP : Comment s'est poursuivie la mobilisation ?

E. : Nous avons alors préparé, avec la Coordination, une journée nationale de lutte pour le 23/12/75. Il y

a eu grève alors à Gênes, Turin, Milan, Naples, Florence, Bologne, Rome mais avec pas assez de grévistes encore : le travail de masse était insuffisant. Nous avons travaillé à rectifier cela, pour mobiliser plus en profondeur les masses et empêcher l'isolement.

QdP : Où en est-on aujourd'hui ?

E. : Il y a eu une contre-attaque des dirigeants révisionnistes pour exclure des syndicats les délégués syndicaux révolutionnaires qui participaient aux Comités de Lutte. Mais il y a eu une importante réaction. Maintenant, on demande l'expulsion des révisionnistes qui ne soutiennent pas la plate-forme. Samedi 20 mars, il y a eu une réunion de la coordination à Rome. Les Comités de Lutte des cheminots ont décidé une journée unitaire de lutte le 15 avril, préparée par des Assemblées de dépôts et de gares où les syndicats sont invités à se prononcer sur la plate-forme de lutte : 80.000 liras et 35h. !



A St Lazare, comme dans des centaines d'autres centres, on vote la continuation de la grève

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## HEURE D'ÉTÉ UNE GÊNE POUR LES PAYSANS

Le 27 mars, à minuit, il faudra faire un saut d'une heure à nos montres, ce sera le passage à l'heure d'été jusqu'au 25 septembre où l'on reviendra à l'heure d'hiver, l'heure légale actuelle. Cette gymnastique horaire est justifiée par le gouvernement comme devant permettre d'économiser 1% de la consommation d'énergie.

Avec l'heure d'été, les

journées commenceront plus tôt. Quand nous pointerons le 29 mars à 7 h 30, il sera en fait, d'après l'heure actuelle 6 h 30, en conséquence nous terminerons nos journées plus tôt. L'heure d'été permettra de profiter de l'allongement du jour solaire et amènera des économies de lumière. A part quelques erreurs les premiers jours ce changement d'horaire ne devrait apporter d'inconvé-

nients aux ouvriers et aux travailleurs des villes. C'est pour les paysans qu'elle risque de poser plus de problèmes.

A la campagne, un certain nombre de travaux sont réglés sur le rythme solaire, or, l'heure d'été sera en décalage de deux heures sur l'heure solaire. Pour commencer la fauche de l'herbe, des céréales, il est nécessaire

d'attendre que la rosée soit séchée, ces travaux commenceront donc une heure plus tard, amenant un décalage par rapport aux horaires des villes ; ouverture des magasins, des services publics, programmes de télévision...

### QUERELLE D'EXPERTS

*Le gouvernement prétend que le passage à l'heure d'été amènera une économie d'énergie de 120 millions de francs. Les experts de l'EDF n'évaluent cette économie qu'à 53 millions de francs. D'après eux, l'heure d'été n'amènera des économies que sur l'éclairage privé du soir, les gens se couchant plus tôt, mais pas sur l'éclairage public, allumé plus tard le soir, il sera coupé plus tard le matin.*

L'heure risque également d'amener un allongement de la journée de travail des ouvriers agricoles dans les grosses fermes, où ils commenceront une heure plus tôt selon l'heure officielle mais, seront exposés aux exigences des patrons leur demandant de travailler jusqu'au coucher du soleil.

*Dominique Distler, insoumis, qui a entamé une grève de la faim depuis plus de quinze jours, a été transféré à l'hôpital militaire de Desgenettes, à Lyon.*

## UN DETENU MEURT A LA CENTRALE DE TOULOUSE : GREVE DE LA FAIM OU ASSASSINAT ?

Auguste Grandvillemin ne paraîtra pas devant la Cour d'Assises de la Haute-Garonne. Il est mort «d'épuisement» il y a une semaine, le 17 mars, à l'hôpital de Fresnes, alors qu'il ne pesait plus que 27 kg, pour une taille de 1,75 m. Grandvillemin n'était pas un enfant de cœur ; condamné à 15 ans de prison pour vols et agressions à main armée, il était poursuivi pour des hold-up commis lors d'une évasion. Grandvillemin protestait pourtant depuis longtemps contre le procès de Rennes qui l'avait condamné, et voulait que soit reprise l'enquête de moralité et de personnalité qui l'avait motivé. D'autre part, il demandait à ne plus être soumis au régime «haute surveillance».

Et cela faisait un an que, par intermittence, il avait entamé une grève de la faim. Alors la question n'est pas de

savoir si sa mort est due à une «erreur médicale», à une application trop stricte de la loi qui stipule que si les jours d'un détenu sont mis en danger par une grève de la faim, il doit être procédé à son alimentation forcée. Poser ainsi le problème, c'est vouloir faire oublier que le système carcéral bourgeois est fondé sur le mépris complet des détenus, leur abaissement physique et moral, sur la réplique des rapports sociaux existant hors de la prison.

Pour l'administration pénitentiaire, une tentative de suicide n'est pas «bidon» que si elle réussit, une grève de la faim est toujours du «cinéma». Celle de Grandvillemin n'en était donc pas ! Et laissera-t-on aussi mourir ce jeune détenu de Fleury-Mérogis, aperçu à la télévision, déjà très affaibli, et qui ne réclame que d'être jugé ?

## VIOL A BESANÇON : LE COUPABLE EST EN LIBERTÉ... C'EST UN GENDARME

Le viol ne serait-il pas un délit lorsqu'il est commis par un gendarme, fut-il en civil ? On serait tenté de le croire au vu de ce qui s'est passé récemment à Besançon : un certain Deininger, gendarme de son état, prend une jeune fille en stop, le 21 février. Une fois dans la campagne, il la force, sous la menace d'un pistolet à prendre un cachet de valium, et la viole. Il ligote ensuite la jeune fille et reprend la route. Celle-ci parvient à se dégager et à s'échapper. Le lendemain, le gendarme est arrêté, et

avoue. Il n'est inculpé que «d'attentat à la pudeur avec violences», et est relâché le 11 mars, sur la foi d'un rapport psychiatrique le considérant «irresponsable». Ce qui est un peu fort pour un gendarme ! Et aujourd'hui, ce violeur «irresponsable» est libre de ses mouvements, aux dires de certains, quoiqu'officiellement interné à l'hôpital psychiatrique de Dijon. Les avocats de la jeune fille, dont M<sup>me</sup> Gisèle Halimi, ont l'intention de faire procéder à une contre-expertise psychiatrique.



## POLITIQUE

### Beaux discours, et projets répressifs

*La commission parlementaire sur les libertés s'est réunie une nouvelle fois pour procéder à l'audition de Rueff, Vedel et Leprince Ringuet. Mise en place par le gouvernement à la fin de l'année 75, elle s'est fixée pour tâche d'élaborer un projet de lois sur les libertés. Cette commission est composée de membres de tous les groupes parlementaires, elle doit examiner trois projets émanant de la majorité, du PS, et du PCF.*

Les déclarations des trois personnalités entendues mercredi illustrent bien la démarche du gouvernement par rapport aux libertés. Tous constatent dans un premier temps que certaines libertés ne sont pas respectées, ainsi Vedel qui déclare «l'incapacité totale des gouvernants à régenter l'emploi... met en lumière la vanité de l'attribution d'un droit qui ne peut être exercé» et Edgar Faure, président de la commission d'ajouter «si on n'a pas de

travail, on n'est pas un être vraiment libre».

Ils demandent donc une modification des lois, modification qui en réalité va dans le sens... d'un renforcement des dispositions répressives. Restreindre les libertés sous couvert de les élargir, c'est ce qui caractérise le mieux le libéralisme giscardien. Pour Rueff, défenseur fanatique de l'étalon-or, partisan forcené du libéralisme économique «la liberté doit être, si

elle veut survivre, guidée et orientée par des interventions efficaces». C'est dans cette direction que vont les propositions de loi des partis de la majorité qui demandent une limitation des droits de grève, de manifestation, un contrôle des activités des fonctionnaires, des magistrats...

Ce que nous préparent ces discours sur les libertés en général, c'est la restriction de nos libertés conquises sur la bourgeoisie qui nous donnent la possibilité de nous organiser et de lutter contre son pouvoir. Devant les menaces qui pèsent aujourd'hui sur ces libertés, une riposte massive et unitaire s'impose, car leur limitation constituerait un handicap au développement de nos luttes contre la politique de crise de la bourgeoisie.

S.L.

### en bref... en bref... en bref...

• Le secrétaire général de la mairie de Ste Maxime a été suspendu de ses fonctions. La gestion que Mouriers faisait du club de basket de la ville laisserait un certain trou, paraît-il... Simon-lorière le maire UDR local doit être bien content !

• le bureau exécutif du PS a confirmé sa décision de réunir un congrès extraordinaire les 15 et 16 mai sur les élections municipales. Il a d'autre part demandé au CERES d'annuler la rencontre sur le même thème qu'il avait prévu pour les 10 et 11 avril. Le CERES se soumettra-t-il ?

• C'est au régiment d'infanterie de marine de Mont de Marsan qu'est mort mardi dernier le jeune appel J.P. Philippe. Le moins qu'on puisse dire est que les conditions de sa mort sont suspectes : il est décédé en effet d'une crise d'épilepsie dans une camisole de force.

## La progression de la rage dans l'oise

La rage qui progresse depuis une dizaine d'années en France a fait son apparition dans l'Oise. Des battues monstres ont été organisées pour détruire des dizaines de terriers de renards. Jamais de tels moyens n'ont été utilisés avec cette ampleur, depuis que la rage a réapparu en France. Jamais non plus la rage n'avait mis en péril les écuries de la région de Chantilly. Il y a à Chantilly et alentour environ 3500 chevaux de course. Tant que la rage ne menaçait que quelques chiens ou ceux qui travaillent dans les forêts, peu de mesures ont été prises. Mais dès que les chevaux de course sont menacés, leurs riches propriétaires prennent les moyens pour protéger leurs biens.

Le renard est le principal véhicule du virus de la rage ; ce n'est toutefois pas le seul. Tous les animaux à sang chaud peuvent le

transmettre. Avec la prolifération des renards, le problème est devenu plus aigu. Pour enrayer l'avancée de la rage en forêts de Compiègne et de Chantilly, les gardes chasses utilisent des gaz mortels : zyklon, du type de ceux utilisés dans les chambres à gaz, qu'ils envoient dans les terriers. L'utilisation de ce gaz est dangereuse, d'autres animaux risquent d'être atteints. Et surtout la destruction des renards n'empêche pas la progression de la rage. Par contre elle rapporte aux chasseurs : une peau de renard ça se vend cher. La méthode la plus efficace pour empêcher la transmission de la rage serait la vaccination systématique des animaux domestiques dans les régions concernées et le rétablissement de l'équilibre naturel pour réduire les effectifs des renards. Sa prolifération tient en effet à la disparition des animaux qui le chassent : lynx et grands rapaces et à

la multiplication de ses proies : petits rongeurs, elle même due à la quasi disparition des petits rapaces et des oiseaux de nuit qui les détruisaient. Ce déséquilibre naturel est la conséquence de l'utilisation anarchique, en système capitaliste, des pesticides.

**En cas de morsure par un animal suspect dans une région où sévit la rage, il faut laver immédiatement la plaie à l'eau et au savon et consulter un médecin.**

**Si la morsure vient d'un animal domestique (chien, chat...), il ne faut pas abattre l'animal immédiatement car c'est seulement à partir de son examen qu'on pourra déterminer s'il est atteint ou non de la rage.**

# INTERNATIONAL

## Argentine :

### LA DERNIERE MORT DU PERONISME ?

*Après le coup d'Etat militaire en Argentine, il ne semble pas qu'on s'achemine vers une résistance populaire immédiate, les risques étant trop grands de déboucher ainsi sur une liquidation complète des noyaux les plus avancés. Cependant, les militaires ont fait connaître l'essentiel de leur programme : mise sur pied de conseils de guerre pouvant prononcer des peines de mort, répression dure de toute action «subversive». C'est dans la lutte contre ce nouveau régime à la chilienne que le peuple argentin va se trouver confronté au problème politique du dépassement du péronisme.*

Après l'éviction d'Isabelita Perón, placée en résidence surveillée par les militaires, le péronisme, «fait maudit» du mouvement ouvrier argentin, Va-t-il définitivement disparaître de la scène politique ? Si le péronisme a lourdement pesé sur la constitution d'une conscience de classe autonome, c'est en raison de ses «ambiguïtés», c'est-à-dire de ses mesures sociales. Perón, alors secrétaire d'Etat au Travail et à la Prévision pour mener à bien un projet de capitalisme moderne là où l'oligarchie terrienne et la grande bourgeoisie liée au capital étranger voulaient une industrialisation limitée, n'a-t-il pas donné les congés payés, le treizième mois, la prévention des accidents du travail, le statut du peón (ouvrier agricole) et légalisé les syndicats ? Ces mesures sont fondées sur l'idée d'un nécessaire consensus social et l'institutionnalisation de la collaboration de classes (intégration des syndicats à l'appareil d'Etat).

Cependant, dès le deuxième gouvernement Perón de 51 à 55, celui-ci se voyait obligé d'attenter aux conditions de vie des masses en particulier en bloquant les salaires. L'échec de Perón en 55 montre seulement que le projet péroniste ne correspondait plus aux aspirations des classes dominantes, soucieuses d'ouvrir largement le pays aux investissements étrangers.

Pourquoi dans ces conditions ces mêmes classes ont-elles rappelé Perón au

pouvoir en 73 ? Il ne s'agissait pas de mettre en œuvre un nouveau projet économique. A cet égard, le plan économique de Gelbard ne constitue pas le projet d'une bourgeoisie nationale, dont Perón aurait été le porte-parole politique. La pénétration de l'impérialisme US avait été trop forte entre 66 et

73 pour que celle-ci puisse imposer un projet autonome. D'autre part, la fusion de l'UIA (Union Industrielle des grandes entreprises monopolistes) et de la CGE (petites et moyennes entreprises du secteur traditionnel) montre la situation de dépendance de ce secteur. En réalité, le retour de Perón au pouvoir n'a eu d'autre objectif que de renouer le pacte social pour ramener la stabilité politique dans le pays, renforcer le pouvoir de l'Etat, ébranlé par les luttes ouvrières et la radicalisation de la petite-bourgeoisie ; c'était, aux yeux des classes dominantes où la bourgeoisie industrielle monopoliste était hégémonique, le seul moyen de refaire de l'Argentine la colonie privilégiée des Etats-Unis, concrètement de rappeler les investisseurs inquiets.

Les illusions qu'ont pu

nourrir certains secteurs péronistes, radicalisés, en particulier la Jeunesse Péroniste, sur les intentions «populistes» du régime Perón, ont eu le temps de tomber une à une : que ce soit sous le gouvernement de Perón lui-même ou sous celui de sa femme, cette politique n'a eu qu'une constante : l'agression la plus systématique contre le niveau de vie et les possibilités d'expression propres de la classe ouvrière et des masses, une agression dans laquelle ont trempé conjointement la police, l'armée, la bureaucratie syndicale liée à l'appareil d'Etat mis en place par le péronisme.

Si aujourd'hui il existe des possibilités de riposte ouvrière au coup d'Etat fasciste des militaires, c'est parce qu'une frange avancée du prolétariat a su se dégager des vieux mythes du péronisme «social» et s'organiser de manière indépendante.

Mais si ces possibilités de résistance sont réduites, c'est aussi parce que certains, y compris dans la «gauche» argentine, n'ont pas écarté à temps le dangereux anachronisme politique du chef providentiel, parce qu'ils n'ont pas compris assez tôt que l'expérience de la collaboration de classe est toujours amère pour le prolétariat. Il est plus que temps de tuer définitivement le péronisme.

*Octobre 43 : Peron est secrétaire d'Etat au Travail  
17 octobre 45 : un mouvement de masses rappelle Peron au pouvoir  
1946-1951 : premier gouvernement Peron  
1951-55 : Deuxième gouvernement Peron  
1955-73 : les généraux se succèdent au pouvoir. Pour résoudre la crise, Lanusse fait appel à Peron  
25 mai 73 : Campora, le candidat de Peron devient président de la République  
23 septembre 73 : le général Peron est élu président, sa femme Isabelita assure la vice-présidence  
1<sup>er</sup> juillet 74 : mort de Peron  
Mme Peron devient présidente  
24 mars : Isabelita est chassée et les militaires reprennent le pouvoir.*



## Liban : Frangié s'enfuit, les combats continuent

Le président de la république, Frangié, qui refuse toujours de démissionner, et de dénouer ainsi la crise qui secoue le pays, s'est réfugié dans la ville côtière de Jounieh, tenue par les phalanges : le palais présidentiel de Baabda était en effet de plus en plus bombardé par les forces patriotiques. Il semble que Jounieh elle-même soit désormais soumise à des bombardements.

Tandis qu'une épaisse fumée, provenant des entrepôts du port, qui brû-

lent depuis trois jours, se répand sur la ville, les habitants sont toujours terrés dans leurs maisons, les combats continuent à faire rage. Le rapport des forces penche de plus en plus, sur le terrain, en faveur des forces patriotes, favorables au soutien sincère à la lutte de libération palestinienne. Aussi, le chef du parti américain des phalanges tente-t-il, en lançant un appel «à l'armée», de regrouper des forces capables de faire face à l'armée arabe du Liban, composée de soldats qui ont choisi

le camp de ses adversaires.

Après l'échec de la tentative du gouvernement syrien pour imposer sa tutelle politique sur la situation résultant d'un cessez-le-feu, il apparaît de plus en plus que les forces patriotes sont maintenant déterminées à poursuivre leur action jusqu'à la mise en place d'un pouvoir réellement national, dont la démission immédiate du président Frangié serait la première étape.

## Grande-Bretagne

### La succession de Wilson :

### LA «GAUCHE» RESPECTUEUSE EN TÊTE

C'est à la fin des années 40 qu'il faut faire remonter l'existence de la «gauche travailliste». Alors, le parti très largement majoritaire, gouvernait sans être inquiété par son rival conservateur. Les questions qui le divisaient, en pleine période de «guerre froide», portaient essentiellement sur les grands choix internationaux : fallait-il ou non soutenir la politique pro-américaine, anti-soviétique, du gouvernement ? Là-dessus, une opposition, assez composite, se regroupe.

Après la chute du cabinet travailliste en 1951, elle parviendra même, dans certaines occasions, à obtenir la majorité ; ce qui ne porte pas à conséquence, aussi longtemps que le parti n'est pas au pouvoir.

#### AUTEURS DE LA LOI ANTI GRÈVE

Avec le premier retour au gouvernement, déjà sous la direction de Wilson, en 1964, cette «gauche» se trouve à l'épreuve : certains de ses membres, comme Barbara Castle, ne se trouvent-ils pas avoir des sièges de ministres ? On saura rapidement à quoi s'en tenir : c'est justement Mme Castle qui met au point la loi anti-grève que Wilson devra finalement abandonner, devant l'opposition de la classe ouvrière : l'adoption d'une nouvelle mouture de cette loi causera, avec la grande grève des mineurs, la chute des conservateurs, en 1974.

Depuis cette date, Foot est ministre de l'emploi : piètre «gauchiste» que celui qui accepte d'occuper ce poste dans un pays où le chômage fait justement rage !

#### LES DÉPUTÉS DÉCIDENT DE TOUT

En réalité, la façon dont le parti travailliste lui-même est organisé pour représenter soi-disant la classe ouvrière donne une idée sur ce que peut être sa «gauche» : c'est le «parti parlementaire», c'est à dire la réunion des députés, qui prend toutes les décisions importantes. Au «conseil exécutif national», organisme ornemental, les syndicats ont certes une part importante des voix (12 sur 28). Mais la bourgeoisie syndicale elle-même est à l'image du parti : appareil qui, par son fonctionnement même, n'a strictement rien à voir avec les «shopstewards», délégués d'atelier généralement à la tête des nombreuses luttes revendicatives menées dans les entreprises.

En sorte que, chaque fois que le parti travailliste parvient au pouvoir, sa liaison avec les syndicats lui permet simplement de mettre sur pied avec eux un «contrat social» excluant les luttes à une échelle d'ensemble.

Dans cet appareil de gouvernement, spécialisé dans les promesses électorales démagogiques jamais tenues, la «gauche», depuis de nombreuses années, a sa place bien désignée : servir de faire-valoir à la politique réellement menée, en maintenant artificiellement la fiction d'une liaison avec la classe ouvrière. Quand M. Callaghan sera premier ministre, Michael Foot, ou son successeur, ne manquera pas de remplir poliment cet office.

## en bref

### ● CUIVRE

A l'initiative des pays exportateurs de cuivre s'ouvre une conférence de 26 pays en vue de mener des négociations entre pays producteurs et pays consommateurs de cuivre. Au cours de la conférence, les pays exportateurs, d'accord entre eux, défendront le principe que le cuivre doit être acheté selon des prix fixés par des accords entre gouvernements et non selon les lois du marché. Rappelons qu'entre 1970 et 1973 les Etats Unis avaient manipulé les cours du cuivre pour créer des difficultés au Chili d'Alende.

## Espagne : Malaga balles en caoutchouc contre les manifestants

A Malaga, en Andalousie, dans le sud de l'Espagne, la police a tiré des balles en caoutchouc contre une manifestation de chômeurs, avant de la charger brutalement. Un grand nombre d'entre eux, ont été emprisonnés. L'Andalousie est la province où le taux de chômage est le plus élevé : 25% de chômeurs.

A Madrid, la police a dispersé une manifestation de solidarité de journalistes avec le directeur de Doblón, qui a été menacé par les commandos d'extrême droite et a déjà été agressé. Rappelons qu'au début du mois d'avril, des manifestations doivent se dérouler en Catalogne. D'autre part, Fraga

Iribarne, a présenté le projet de loi sur les associations, qui, interdit les organisations révolutionnaires. Le prétendu libéralisme et la violente répression, menées par le même ministre restent les deux volets de la politique de Juan Carlos.

### ● RHODÉSIE

«L'Union Soviétique n'a rien à voir avec la Rhodésie ou la Namibie. Nous lisons leur nom sur la carte, et c'est tout a déclaré Gromyko à l'issue de ses conversations à Londres. On l'a pourtant vu visiter l'Angola.

# INTERNATIONAL

## MOHAMED YASSINE PAYSAN PALESTINIEN



Il y a quelques mois, la Cour militaire israélienne a condamné des paysans à la prison ou à de fortes amendes pour avoir travaillé, apporté des amendements à leurs terres et à leur maison, qui se trouvent près de la colonie sioniste de Kyriat-arba.

Cet exemple montre la répression quotidienne exercée par les Israéliens sur les paysans palestiniens, quand ils n'exproprient pas les terres et ne détruisent pas, tout simplement, les maisons. Un paysan palestinien, Mohamad Yassine, 65 ans, du

village de Om-Alfahem, parle de lui-même, de son village.

Les terres de son village avaient 145 000 donoms. Depuis 1948, les sionistes ont exproprié 121 000 donoms, en laissant 24 000 aux habitants, dont 6 000 sont cultivables. Sur les terres expropriées, les sionistes ont installé une colonie : «Miami». En 1961, 1963, de nouvelles terres sont expropriées. Il ne restait au paysan et à sa famille que leur maison. Il leur était interdit de cueillir les fruits des arbres qui entourent la maison. «Ce sont les arbres qu'ont cultivés les

membres de la famille. On ne peut plus cueillir les fruits car ces arbres ne m'appartiennent plus. Ils les ont pris». Mais ils ont quand même cueilli les fruits, de temps en temps.

Les paysans ont refusé de partir. Des pressions et des menaces ont été exercées sur eux et plusieurs d'entre eux ont finalement été chassés de leurs maisons.

Toute la terre sur laquelle se trouve la maison de Mohamad Yassine a été expropriée. Il est resté chez lui. Ils sont nombreux dans la

maison. Il n'y a que deux pièces délabrées pour 20 personnes. Mohamad Yassine a voulu aménager sa maison, poser des fenêtres. Mais les sionistes ont refusé. Ils veulent l'obliger à abandonner son foyer. La famille palestinienne a refusé. Les sionistes ont alors coupé toutes les routes qui mènent à sa maison. Ils se déplacent actuellement en passant par des chemins non construits pour aller au village.

Voyant leur détermination à rester, les sionistes ont détruit les puits d'eau, pour les assoiffer. Mais là encore, la famille de Mohamad Yassine a résisté. Ils ont eu soif longtemps. Après une certaine période, l'eau a de nouveau ressurgi, mais il était interdit de construire d'autres puits pour garder cette eau. «En 1972, ils (les sionistes) m'ont arrêté, m'ont menacé : ou bien, je quitte ma maison, ou bien je vais en prison. J'ai refusé. Ils m'ont emprisonné, pendant 32 jours, sans aucun jugement». Plus tard, ils lui ont proposé une autre maison, loin de son village, ou «une indemnisation» mais pour Mohamad Yassine, il s'agit là d'un autre moyen de voler.

La plupart des terres qui ont été expropriées dans ce village ne sont pas cultivées. Avant, elles l'étaient. Le paysan palestinien connaît et aime sa terre mais les colons la méprisent. L'amour que porte le paysan palestinien à sa terre le déterminera à lutter pour y rester.

(histoire vraie, extraite de «la Révolution Palestinienne» organe du FATHI)

### Sahara Occidental

## LE REPRÉSENTANT DE L'ONU A ALGER

Tandis que les combats se poursuivent, le représentant de l'ONU, Rydbeck, a annoncé qu'il poursuivait sa mission sur le Sahara. Au cours de cette deuxième phase, il se rendra notamment à Alger, ce qu'il n'avait pas encore fait. Malgré les menaces marocaines de quit-

ter l'ONU si la mission se poursuivait, si l'ONU n'entérinait pas l'annexion du Sahara, le combat du peuple sahraoui a conduit le secrétaire général à tenir compte de son existence, à refuser de se plier aux vues du roi du Maroc. Autre manifestation de ce mouvement : pour la première fois Waldheim a demandé au haut responsable aux réfugiés de se rendre dans les camps en Algérie pour enquêter sur la situation et les besoins de la population sahraouie réfugiée.

Que Rydbeck se rende à Alger pour élargir ses consultations au-delà de Rabat et Nouakchott est une bonne chose. Mais encore faut-il qu'il rencontre les représentants du peuple sahraoui. L'ONU doit reconnaître que le principal et le seul intéressé dans l'affaire du Sahara Occidental est le peuple sahraoui, comme le rappelait le 28 février le premier ministre du gouvernement, Mohamed Lamine.

### COMBATS A HAOU-SA

**L'Armée Populaire de Libération du Sahara a tenu une embuscade aux forces marocaines le 21 mars entre Haoussa et Jdiria dans le nord de Saguia el Hamra, qui a fait 35 morts et plusieurs blessés. Les guerrilleros ont fait 18 prisonniers et récupéré 10 armes automatiques, 3 RPG 7 (lance roquette soviétique) 2 LARC (bazookas français) 4 PM Kalachnikov (fusil d'assaut soviétique).**

### en bref... en bref...

#### • BIRMANIE

L'armée a été mise en état d'alerte à Rangoon à la suite de manifestations d'étudiants. De nombreuses arrestations ont été opérées, les universités ont été fermées pour la quatrième fois en deux ans, l'aéroport est interdit au trafic.

#### • CHILI

Le responsable de la radio démocrate chrétienne a été arrêté après la fermeture de

celle-ci. En outre le périodique Ercilla, également publié par la DC a été suspendu à la suite d'un article sur les universités.

#### ARABIE SAOUDITE

L'Arabie Saoudite a pris le contrôle total de l'Aramco, le consortium qui exploite le pétrole saoudien, en échange de 7 milliards de francs.



Contre le vol de leurs terres, les paysans palestiniens manifestent.

## CULTURE

### Interview du Groupe d'Action Culturelle Portugais «Vozes na luta»

**Le Groupe d'Action Culturelle «Voix en Lutte» vient de réaliser une tournée dans la région parisienne afin de faire connaître des chansons de lutte parmi les travailleurs immigrés portugais, à l'occasion de la campagne électorale qui s'ouvre ces jours-ci, et qui concerne également les Portugais immigrés en France. Nous avons interviewé quelques membres du groupe.**

—Comment votre groupe s'est-il formé et comment fonctionne-t-il aujourd'hui ?

—Le groupe s'est constitué le 1<sup>er</sup> mai 1974 et regroupait, à l'origine, des chanteurs d'origines politiques assez diverses. Nous sommes passés ensuite par une série de phases de clarification politique pour aboutir, dans l'étape actuelle, à une plateforme où le groupe se propose de lutter dans le domaine culturel pour la Démocratie Populaire. Nous sommes tous membres ou sympathisants proches de l'Union

Démocratique Populaire.

Aujourd'hui le GAC comporte 60 éléments répartis dans diverses activités : musique, théâtre, audiovisuel, presse. Ses deux principaux centres de travail sont à l'heure actuelle Lisbonne et Porto, mais il existe à court terme la perspective de créer trois nouveaux centres de travail. Nous avons un local fixe qui nous permet de répéter nos chansons, et nous avons également monté une coopérative d'action culturelle, qui nous permet de financer une partie de nos activités.

#### UN TRAVAIL D'ENQUÊTE APPROFONDI

—Quand vous allez chanter dans un endroit, comment cela se passe-t-il ? Sur quels critères choisissez-vous tel ou tel endroit ?

—Avant chaque spectacle nous nous livrons à une enquête précise sur l'endroit où nous allons chanter, concernant les conditions matérielles (salle, sono, etc...) mais aussi les conditions politiques : composition de classe de l'auditoire, luttes récentes menées dans la région, contradictions de classes, etc... Cette enquête se poursuit également pendant et après le spectacle. Pendant, nous avons de nombreuses discussions individuelles avec les travailleurs, ce qui nous permet de comprendre comment ils ont reçu telle ou telle chanson, telle ou telle intervention.

Après, ce sont les militants présents dans la région qui nous tiennent systématiquement au courant de l'impact du spectacle auprès des travailleurs.

—Comment sont composées vos chansons ? Faites-vous passer un point de vue directement politique ?

—Nous nous efforçons de nous inspirer de la chanson populaire qui est encore très vivante dans notre pays, mais pas d'un point de vue de musée. Nous nous efforçons de transformer cette musique, au niveau du contenu et aussi de la forme. Pour recueillir d'autres chansons, nous allons dans les villages reculés et nous discutons avec les travailleurs. Nous faisons également appel à des membres du groupe, ou à des éléments extérieurs, qui ont déjà pu constituer un répertoire. Quant à l'élaboration proprement dite de nos

chansons, elle est le fruit d'une riche pratique collective : discussions avec des travailleurs à propos d'une lutte, discussions au sein du groupe. Un camarade propose une idée, qui est ensuite largement discutée et critiquée, aussi bien par les camarades qui ont une formation artistique que par les autres. C'est la richesse de ces débats et la qualité de notre unification politique qui nous ont permis de nous développer aussi rapidement.

—Comment sont diffusés vos disques ?

—Nous nous efforçons de tisser des liens avec les commissions de quartier, les organisations de travailleurs, ce qui nous permet de ne pas nous couper des masses, d'éviter les intermédiaires, et de créer un réseau «parallèle» aux circuits de commercialisation habituels.

D'autre part, le GAC a participé, avec la chanson «Alerta» au Festival de la Radio Télévision Portugaise. Notre participation à ce festival bourgeois n'était pas accidentelle mais bien réfléchie. Il s'agissait pour nous, pour profiter de l'occasion, pour faire parvenir à plus de six millions de travailleurs une chanson révolutionnaire qui exprime les objectifs de la classe ouvrière et du peuple au Portugal. D'ailleurs les travailleurs, avec qui nous avons pu en discuter, ont tous approuvé notre attitude.

**Le meeting organisé par le «Jornal Portugues», où devait notamment parler l'UDP, organisation révolutionnaire portugaise, prévu pour vendredi à la Mutualité, a été interdit par la préfecture de police.**

# Rassemblement Communiste du 21 mars 1976

## INTERVENTION CENTRALE

de Max Cluzot, secrétaire politique  
du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste).

LE PARTI DE TYPE NOUVEAU ARME DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE (EXTRAITS)

Depuis des dizaines et des dizaines d'années, les lézards apparues dans la citadelle des exploités se sont ouvertes, depuis plus de cent ans la classe ouvrière rêve de lui donner l'assaut et chaque tentative aurait pu être la bonne : 71, 36, 45, 68, quatre fois au moins en l'espace d'un siècle, la révolution est venue frapper à la porte, quatre fois le socialisme était à portée de main, mais il a manqué chaque fois un parti capable de conduire la classe ouvrière à la victoire. Ou il n'existait pas, ou il s'est mis en travers du chemin, comme le solide rempart du capitalisme.

Tous ceux qui ont vécu l'espoir gâché, l'amère désillusion de la défaite, et ils sont des millions, ont été marqués. Beaucoup ne croient plus aux lendemains qui chantent.

Mais ce négatif de l'expérience n'est qu'une partie de la réalité. S'il voue nécessairement à l'échec toute imitation, toute répétition, même de gauche, du parti qui a failli à ses tâches, il pose dans le même temps les conditions de construction du parti révolutionnaire capable de les assumer. La seule réponse conséquente à la dégénérescence du PCF, consiste dans la construction d'un parti de type nouveau, c'est notre conviction et la principale de nos tâches.

### Les leçons de la Révolution Culturelle dans la construction du Parti

Parti de type nouveau, comme le fut, face aux partis de la II<sup>e</sup> internationale qui s'étaient définitivement installés dans le système parlementaire de la démocratie bourgeoise, le Parti bolchevik. La nouveauté du type de ce parti tenait alors au fait qu'il se tenait prêt à conduire le prolétariat dans les grandes batailles révolutionnaires que le début de ce siècle annonçait. Ce qui alors était en jeu, c'était la capacité du prolétariat révolutionnaire de s'extraire du jeu politique bourgeois et de renverser le capitalisme pour instaurer sa dictature. C'est ce parti qui est en acte dans Octobre 17, dans le premier pouvoir des Soviets. S'agit-il purement et simplement de le recommencer ? Pas exactement, car si l'histoire, de ce fait, a franchi un pas essentiel, elle a depuis progressé encore. A travers l'expérience négative du capitalisme, restauré sur les fondements même du socialisme et l'expérience positive de la lutte qui se mène en Chine contre sa restauration, il y a plus à retenir que les lois de l'édification du socialisme une fois qu'il est instauré.

Les leçons de la révolution culturelle ne valent pas qu'au lendemain de l'insurrection victorieuse, elles sont d'ores et déjà présentes dans le processus de la construction du Parti.

C'est pourquoi, tout germe de transformation révisionniste du Parti doit d'emblée être détruit et combattu, et la lutte qui en résulte se mène et à l'intérieur et à l'extérieur du Parti, à l'intérieur aussi. Finie de la sorte, la tranquille et vaine certitude selon laquelle une première ligne de démarcation tracée suffit à délimiter le révisionnisme d'un côté la voie révolutionnaire de l'autre. Le marxisme-léninisme ne s'auto-proclame pas, il se démontre et se joue dans la pratique de tous les instants, il s'inscrit dans la ligne politique qui seule sert de repère à son application correcte, et à propos de

laquelle la plus grande vigilance s'impose. Précisément, au moment où le refuge du révisionnisme est dans sa référence, tronquée, au marxisme-léninisme, le propre du Parti nouveau ne peut consister dans cette seule référence, même rétablie dans ses droits historiques.

### Les masses contribuent à l'édification du Parti

Le Parti de type nouveau qui n'a, d'emblée, ni la force organisationnelle ni l'ampleur d'initiative du Parti révisionniste, ne peut se développer sans démontrer de la manière la plus explicite, en quoi il diffère fondamentalement de celui-ci.

Il s'y oppose par sa ligne, ses propositions politiques, qui tracent le chemin de la révolution, mais aussi par le processus même qui le conduit à affirmer ses propositions politiques et à définir la ligne qu'il propose aux masses. En effet, les masses ne se dégageront pas de manière durable de l'influence du révisionnisme si elles n'acquiescent pas la conviction que la bataille pour le socialisme et la construction du socialisme sont entièrement leur affaire et non simplement conformes à leur intérêt, si elles ne s'approprient pas cette bataille avec toute l'initiative, l'énergie et l'intelligence dont elles sont capables. Nul ne fera la révolution à leur place et seule une caricature du socialisme peut se construire sans leur entière participation. Le rôle du Parti est donc de libérer leur initiative, de rendre consciente leur décision, de systématiser leur expérience, mais non de se substituer à elles.

Quel rôle jouent les masses dans la construction du socialisme, comment contribuent-elles à l'édification du Parti, ces deux questions sont solidaires, au moment où le socialisme n'est plus seulement une espérance, et une certitude logique pour l'avenir, mais s'est déjà incarné à travers plusieurs tentatives. Il ne s'agit pas d'y répondre en recourant aux modèles qu'offrent aujourd'hui les pays qui ont surmonté les tentatives de restauration du capitalisme, car les conditions concrètes dans lesquelles le socialisme se construit dans ces pays (Chine, Albanie), sont fournies par une histoire bien différente de la nôtre et en aucune manière, transposables. Par contre, les progrès immenses effectués dans la définition du socialisme dans ces pays enrichissent la théorie marxiste-léniniste, et nous conduisent à repenser les principes de construction du Parti et sa relation aux masses entre autres questions.

### Le Parti lieu d'une lutte entre deux conceptions du monde

(...) En ce sens, il est le Parti d'avant garde du prolétariat, rassemblant la minorité capable de diriger dans la bonne voie la majorité. L'immense majorité développant le mouvement prolétarien révolutionnaire au profit de l'immense majorité. Le Parti communiste développe les conceptions théoriques du marxisme-léninisme qui ne reposent pas «sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde», mais ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique

qui s'opère sous nos yeux. Certes, cette expression générale de la réalité sociale n'est pas, d'emblée, acquise et présente telle quelle dans le prolétariat, au contraire, l'effet de la domination bourgeoise aboutit à fausser le reflet de la réalité dans l'esprit de ceux qui subissent cette domination, toutefois, les conditions réelles vécues par les prolétaires leur permettent d'aboutir à la compréhension du mouvement dans sa totalité, pour autant qu'ils font l'effort d'y parvenir. Cette compréhension est l'objet d'une lutte permanente entre la conception du monde diffusée par la bourgeoisie par tous les canaux qu'elle crée à cet effet, en s'appuyant sur sa dictature de classe et la conception du monde représentant les intérêts du mouvement dans sa totalité : «le marxisme-léninisme».

Le propre de cette conception du monde visant justement la transformation de la réalité sociale, sa liaison avec la pratique étant constante, son assimilation par la frange la plus consciente du prolétariat est l'objet d'une lutte permanente, elle ne s'effectue pas à l'abri de la lutte de classes, dans le silence et la paix de la méditation, mais au cœur même de cette lutte. C'est pourquoi tant de déformations, de révisions lui sont apportées. La bourgeoisie qui a appris à ses dépens la portée pratique considérable du marxisme-léninisme, s'efforce par tous les moyens d'empêcher le prolétariat de se l'assimiler et la plus redoutable de ces entreprises s'organise au sein même du prolétariat en tentant de désamorcer la bombe idéologique qui anéantira la domination bourgeoise. De cela résulte une profonde lutte d'idées au sein même de la classe ouvrière entre la soumission, l'individualisme, le découragement d'une part et d'autre part, la volonté de lutter, l'esprit de révolte. Une première prise de conscience du rôle historique du prolétariat. C'est cette lutte d'idées qui détermine le cours des luttes et des replis. Alors que le parti révisionniste s'appuie sur les idées de soumission, qu'il systématisé et renforce, le parti de type nouveau rassemble en lui les idées de lutte et de révolte présentes dans les masses, idées qui reflètent la situation objective du prolétaire exploité en lutte contre son exploitation et son oppression.

C'est pourquoi le Parti est le lieu d'une lutte intense entre les deux conceptions du monde, entre les deux voies possibles pour le prolétariat : se soumettre à la domination de classes de la bourgeoisie, ou la détruire. Cette lutte reflète l'enjeu de classes du combat révolutionnaire dans la préparation de la révolution prolétarienne comme dans la construction du socialisme. Mener consciemment cette lutte au sein même du Parti, telle est la première garantie que les efforts et les sacrifices du prolétariat dans sa révolution ne seront pas vains.

Le Parti de type nouveau n'est pas une machine bureaucratique d'oppression des masses, occupée à leur imposer son point de vue, ses mots d'ordre, sa propre appréciation des choses. La ligne définie par le parti de type nouveau se fonde sur les idées justes des masses qu'il centralise et qu'il confronte à l'expérience accumulée du mouvement ouvrier. Le parti de type nouveau applique la ligne de masse qui consiste à partir des masses pour retourner aux masses.

Le parti de type nouveau fonctionne selon le principe du centralisme démocratique, qui est l'unité du centralisme

prolétarien et de la démocratie prolétarienne. Aussi ce principe ne peut être appliqué par une organisation bourgeoise, révisionniste, parce qu'il est étroitement dépendant de son caractère de classe prolétarien. La caricature qu'en offre le révisionnisme escamote le fait que le centralisme, c'est au sein du parti, concentrer les idées justes des masses et non leurs idées fausses, que la démocratie prolétarienne, ce n'est pas seulement le droit formel pour chaque membre du parti d'exprimer son point de vue, mais une nécessité qui implique que chaque membre s'approprie la ligne, son élaboration, son enrichissement sur la base de sa pratique de masse.

### Unité des marxistes-léninistes et édification du Parti de type nouveau

C'est la construction d'un tel Parti qui est aujourd'hui notre but essentiel, car il conditionne tout le reste. Aussi avons-nous pour tâche, non seulement d'en propager le projet et de commencer à l'entreprendre, mais aussi d'unir autour de ce projet tout ce qui peut être uni, en premier lieu, bien sûr, ceux qui se réclament du marxisme-léninisme, avec lesquels existent au moins une référence commune.

(...) Mais il nous faut mener de pair cette construction de l'unité et l'avancée dans l'édification du parti de type nouveau qui la garantit.

Aussi devons-nous avant toute chose renforcer, développer le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste. Ce rassemblement, tenu près de 2 ans après sa fondation, montre bien à quel point il vit, combien il est présent dans les luttes de la classe ouvrière et de notre peuple. Dans plusieurs centaines d'usines, notre Parti trace la voie de la Révolution, combat pied à pied le carcan révisionniste, et son influence grandit, et croît la confiance que lui portent les travailleurs. Chaque jour, des milliers d'ouvriers, de familles populaires, de jeunes disposent depuis bientôt 6 mois d'un quotidien communiste, qui les aide dans leur lutte, et dans lequel ils peuvent s'exprimer, échanger leurs expériences et leurs points de vue. Cette bataille que nous menons, pour le Quotidien du Peuple, est une première victoire pour notre Parti, comme l'a été, au printemps dernier, la création de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire.

Camarades, notre Parti est jeune, inexpérimenté, mais il est porteur des espoirs contenus de millions d'hommes qui souffrent et luttent contre l'exploitation capitaliste, contre l'oppression bourgeoise, et qui un jour se dresseront dans l'insurrection victorieuse. Ce Parti annonce et prépare les grands combats qui feront l'avenir, qui mettront à bas le vieux système pourrissant d'exploitation et de misère.

FIN

Le texte intégral de cette intervention est disponible.  
La brochure : 1,50 F  
Passez vos commandes au Quotidien du Peuple  
BP 225 75 924 Paris Cédex 19

# LA VIE DU JOURNAL

## PARMI VOS LETTRES

### Lettre de Liévin

Le journal est dans l'ensemble très bien reçu et les nombreuses critiques révèlent surtout les besoins des lecteurs que le Quotidien du Peuple ne satisfait pas encore. En tout cas, une chose est sûre : c'est un journal qui accroche.

Voici des propositions pour améliorer le Quotidien du Peuple :

- un feuilleton pour les gosses le mercredi (les rubriques doivent être suivies, régulières). Un jeune mineur au chômage propose :  
Lundi - page de sport  
Mardi : les femmes  
Mercredi : les enfants  
Jeudi : page régionale  
Vendredi, Samedi : article de fond...

• Beaucoup sont intéressés par le bloc-note juridique, mais il faudrait adopter le système de courrier : dialogue de lecteurs/journal. Il faudrait aussi aborder des thèmes comme les FPA, les vieux : quand on est invalide, quels droits a-t-on, etc...

- Les femmes au foyer doivent pouvoir le lire aussi, il faudrait :  
- des recettes (régionales) adaptées aux saisons, aux prix. Proposer un menu économique tous les jours. Pourquoi pas de la couture, du bricolage ?  
- Comment distraire les enfants ?

Nous avons décidé de tenir une réunion de lecteurs du QdP une fois par mois tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre.

Les lecteurs du QdP de Liévin

### 15 francs par jour !!!

Je viens de remplir la déclaration de revenus de ma mère, retraitée : 5.658F., soit un revenu mensuel de 471 F 50 : 15 F par jour - tout juste de quoi subsister !!!

Et encore cette somme, pourtant bien minime, est-elle versée par 6 organismes différents. Les recherches qu'elle a du effectuer, les paperasses qu'elle a du remplir, c'est inimaginable : obtenir un certificat de travail de patrons chez lesquels elle travaillait, il y a des dizaines d'années, retrouver des feuilles de paie pour des entreprises qui ont depuis disparu, etc... Tout est fait pour décourager les vieux travailleurs et rogner sur leurs droits pourtant bien maigres et durement acquis.

Toutes ces recherches, toutes ces paperasses pour obtenir cette minuscule retraite grignotée chaque mois par d'innombrables hausses de prix ! Voilà le sort que réserve le capitalisme aux travailleurs quand il en a tiré tout le profit qu'il pouvait et qu'il les a usés par toute une vie d'exploitation.

### FOUGÈRES : DES MILITANTS DU SGEN-CFDT, pour le renforcement du soutien aux «RÉO» !

A la suite de la réunion du Comité de Soutien aux ouvriers de Réo, le Quotidien du Peuple du 17 mars faisait état des manœuvres de certaines organisations dont l'Humanité Rouge, pour tenter d'exclure le PCR de ce comité de soutien. La confusion entretenue au cours de cette réunion nous fit par erreur signaler que les militants du SGEN-CFDT participaient à cette petite opération politicienne. Au contraire, une camarade de ce syndicat s'est élevée vivement contre cette démarche anti-unitaire. Nous publions volontiers quelques extraits de la lettre de protestation du SGEN-CFDT et nous nous excusons auprès de lui de cette confusion.

«Ce ne sont nullement des éléments membres du SGEN-CFDT... Bien au contraire, ces militants... soucieux avant tout de renforcer le soutien à la lutte des Réo, ont clairement dénoncé la tentative de certains d'écarter des organisations ou des personnes voulant soutenir la lutte des ouvriers, sous prétexte qu'elles sont extérieures à Fougères. Nous demandons donc qu'un rectificatif soit fait le plus vite possible, ceci dans l'intérêt des ouvriers de Réhault qui ont tout à gagner d'un soutien le plus massif, et sans exclusive et d'une information objective».

Signé, les «militants du SGEN-CFDT intervenus au Comité de Soutien».

## Le Canut

En collaboration avec l'Association des Amitiés Franco-Chinoises, le cinéma «Le Canut», 11 - Place Croix-Paquet - LYON 1<sup>er</sup> - propose jusqu'au dimanche 29 mars 1976, 4 longs métrages tous inédits de la République Populaire de Chine.

### VENDREDI 26 MARS 1976

20 heures : l'Etoile rouge - jeunes amateurs de Wou-Chou  
22 heures : Tanzam - jeunes instruits en régions rurales

### SAMEDI 27 MARS 1976

20 heures : Acrobatie - les peintres de Houhsien  
22 heures : la montagne aux Azalées

### DIMANCHE 28 MARS 1976

20 heures : l'Etoile Rouge - les peintres de Houhsien  
22 heures : la montagne aux Azalées

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)  
Adresse postale : BP 22575 924 - Paris Cédex 19 - CCP n°23 132 48 F Paris  
Directeur de publication : Y. CHEVET  
Imprimé par IPCC Paris - distribué par les NMPP  
Commission paritaire : 56 942

# POUR UNE MEDECINE AU SERVICE DU PEUPLE

J'ai été très intéressé par votre brochure «pour une médecine au service du peuple». Je suis étudiant en DCEM4 ( la fin, le bout du tunnel ! ), et je voudrais vous dire quels sont les points avec lesquels je ne suis pas d'accord, et les analyses que je trouve insuffisantes. Je crois que les études de médecine doivent être complètement changées, en fonction notamment de trois objectifs.

• Un apprentissage conséquent de la médecine en liant constamment théorie et pratique, et non une ingurgitation d'une somme de connaissances sanctionnée par des examens débilés.

• Une analyse du rôle du médecin dans la société en liaison avec la lutte des classes, afin de s'orienter vers une médecine au service des travailleurs, et de dénoncer la médecine au service du capital.

• Une abolition de la hiérarchie au sein de l'équipe médicale : médecins - infirmier(e)s - aides soignant(e)s - filles de salle - personnel de nettoyage - personnel administratif.

Cela, il me semble que vous l'avez très nettement montré dans votre brochure.

Mais lorsque vous proposez des stages d'aides soignants et d'infirmiers les deux premières années, et des stages hospitaliers la 3<sup>e</sup> année, je pense que cette division ne s'impose pas :

je ne vois pas en quoi l'apprentissage infirmier et l'apprentissage de la médecine ne pourraient se pratiquer en même temps.

Je crois qu'il faut dénoncer violemment cette division, le 1<sup>er</sup> cycle n'ayant qu'un but sélectif.

Nous devons exiger dès le début (...) des stages hospitaliers. Bien sûr, la pratique d'infirmière et d'aide soignant doivent être parallèlement enseignées aux étudiants.

J'en viens à un deuxième point important : vous dites que

le nombre d'externes par lits de malade n'est pas important et que les externes ont fréquemment la charge d'un nombre excessif de malades.

Je ne crois pas que cela soit vrai : il ne faut pas oublier le fait que le malade soit littéralement agressé par cette trop forte concentration de «médecins» et la file d'externes qui attend son tour pour écouter le souffle cardiaque, après, bien sûr, que toute la hiérarchie du patron à l'interne soit passée dessus, est à mon avis quelque chose de méprisant envers le malade.

Mais dire qu'il y a un grand nombre d'externes par lits de malade ne revient pas à dire qu'il y a un grand nombre d'externes par «malade» : en effet, il est scandaleux de voir que d'un côté, les malades des hôpitaux sont parfois examinés dix fois de suite, alors que dans la médecine de ville, le médecin ne prend bien souvent même pas le temps de les faire se déshabiller.

Je pense qu'il faut dénoncer ces deux types de médecine qui ont un point commun : le mépris du malade (...)

Cela dit, je pense que les bases que vous posez dans votre brochure sont des bases à partir desquelles des discussions doivent être entreprises, et j'aimerais prendre contact avec vous.

J.-M. G. Antony

## POUR UNE MEDECINE AU SERVICE DU PEUPLE

contribution à la critique des études médicales

édité par le Comité de Soutien aux Ouvriers de Réhault

1976 - 150 F

### SOMMAIRE

- Introduction
- Les aspirations des étudiants en médecine
- Le rôle des médecins adjoints
- Quel formation pour l'avenir ?
- Apprendre la médecine est un jeu
- Quelle marginalisation des études médicales ?
- Propositions d'actions
- Conclusion - vers un apprentissage

150 F

Les deux points que tu soulèves, et le débat que tu veux engager vont tout à fait dans le sens de l'utilisation que veulent faire les auteurs de la brochure dont le QdP a publié des extraits, le 8 janvier.

Pourquoi disent-ils, qu'il y a trop de malades par externe dans certains services ? Si les externes se contentent de poser leur stéthoscope et ausculter les «cas intéressants», le nombre de ces cas étant réduits (étant seuls intéressant les cas typiques, ou les maladies où des signes marqués apparaissent, ce qui est rare) il y

aura donc une forte «concentration» des externes du service sur ces malades.

Mais si l'externe veut aller plus au fond des choses, saisir quelles sont les causes de la maladie, comment influent les conditions de vie, de travail, on voit que cela prend plus de temps, et les tâches «courantes» que l'on a à expédier, quand on travaille dans un service, empêchent souvent de le faire.

Pour le deuxième point, la question des études, c'est un problème complexe. La plateforme proposée, n'est qu'une suggestion, et de-

mande à être débattue largement, avec la masse des étudiants, le personnel hospitalier, et surtout avec les utilisateurs de la santé en premier chef, les travailleurs.

Nous allons prendre contact rapidement avec toi pour pouvoir engager des discussions et voir quelle action nous pouvons mener sur cette base (pour pouvoir engager le débat avec un grand nombre d'étudiants, confronter nos expériences de lutte et participer à la construction d'une médecine au service du peuple).

## LE PEUPLE AU QUOTIDIEN

### COMMENT ON TRAITE LES CHOMEURS...

« Je suis au chômage depuis près d'un an. Et depuis un an, je réponds aux petites annonces ! Je vais à l'agence, je vais voir la CGT, l'inspecteur du travail, le maire, le conseiller général et avec tout ça, je n'ai toujours rien... Aujourd'hui, à la télé ou dans l'Est Républicain, on ne parle que d'action contre le chômage ! A la préfecture, il y a maintenant un nouveau Comité pour l'Emploi. La CGT a rassemblé des Jeunes Chômeurs à Paris. Qu'est-ce que ça va changer ?

D'abord, je voudrais dire qu'on parle beaucoup du chômage des jeunes, c'est vrai qu'il existe. Mais celui des gens comme moi, c'est vrai qu'il existe aussi !

Des pères de famille, des gens âgés, jusqu'à plus de 50 ans, j'en vois tous les jours. Et nous, on a du mal à tenir... Ce mois-ci, on n'a pas été payé encore avant le 17. Ça risque de recommencer comme le mois dernier.

JE VOUDRAIS QUE ÇA SE SACHE !

Auparavant, on était payé tous les 15 jours, et puis en

janvier, c'est passé au mois. Innovation, soi disant à la demande des chômeurs ! En plus, on doit nous payer autour du 15 du mois. Mais le 20 au matin... toujours rien ! J'ai téléphoné à l'ASSEDIC quatre fois, la secrétaire me répond : « les paiements sont partis, ça va arriver ». Le téléphone, les billets de bus, les timbres postes, ça, on dépense ! A la fin, je demande à voir le directeur qui m'apprend qu'on a «oublié» d'envoyer mon paiement. Je me suis mis en colère et lui dit que je passerais toucher dans l'après-midi ce qu'il me doit. Il a fallu que j'attende jusqu'à 15 h. 30. Enfin, on me donne une enveloppe !

En sortant, un doute me prend, j'ouvre l'enveloppe, 800 F au lieu de 1 500 F au moins qu'il me devait. Je rentre en colère dans le bureau du directeur, il me prend le chèque en me disant : « 800 F, ça ne vous suffit pas pour vivre ! » sur un ton que me laisse stupéfait, et il ajoute : « si vous n'êtes pas content, je vous le reprend ! On vous a fait une avance de 800 F sur 900 F de l'ASSEDIC, il ne faut pas vous plaindre ! Pour le reste, ça ne nous regarde pas,

c'est l'Aide Publique ». En réalité, les deux sont payés par mandats faits par l'ASSEDIC, mais ils ne devaient plus avoir de sous, tellement il y a de chômeurs...

Je descends aussitôt au service de l'Aide Publique (à l'autre bout de la ville). Là-bas, ils me renvoient la balle, disent qu'ils font le nécessaire. Alors je lui demande une attestation et la permission de passer un coup de téléphone à l'ASSEDIC, pour qu'ils me prennent un rendez-vous précis.

Finalement, je n'ai eu qu'une «avance» ( comme ils disent ) ! Résultat, il me manque 170 F que je devrai toucher au prochain paiement. Pour moi, ça représente plus d'une semaine de nourriture. En attendant, il faut que je me débrouille. Et il ne faut pas croire que je sois seul dans ce cas.

Il y a même un copain qui n'a que 500 F par mois pour vivre. Il n'a pas osé rouspéter. Soit disant qu'il n'avait pas de «certificat de pointage» ! Alors qu'il avait bien pointé à l'Agence. C'est comme ça qu'on traite les chômeurs et qu'on les paye ! »

un chômeur de Besançon.

# BLOC-NOTES

## Juridique

### LES SAISIES (3)

COMMENT SE DEFENDRE CONTRE LA SAISIE-ARRÊT SUR SALAIRE

Il y a deux façons de résister à une saisie-arrêt : l'une consiste à mettre en œuvre des procédures du droit, l'autre à constituer un rapport de forces tel que celle-ci ne puisse s'opérer. Les deux procédures peuvent se combiner, mais en définitive, c'est le rapport de forces qui est déterminant.

Les procédés judiciaires : la mainlevée

La procédure de saisie-arrêt est extrêmement complexe, nous l'avons présentée ici de façon très simplifiée. Souvent les avocats eux-mêmes avouent reculer devant cette complexité. Aussi est-il dans bien des cas, facile de trouver des irrégularités dans la procédure et de la faire annuler. Mais il faut pour cela s'adresser à des juristes professionnels.

Le moyen le plus généralement utilisé est la demande de mainlevée. Par celle-ci, le travailleur victime de la saisie-arrêt demande au juge de s'opposer à la saisie. La mainlevée peut être obtenue quand la saisie-arrêt est entachée de vice de forme ou quand elle n'a pas pour fondement une créance valable. D'autre part, elle peut être obtenue de façon amiable, par entente entre le travailleur et son créancier. Le travailleur s'engage à payer à telle date, ou en tant de versements. Mais s'il ne respecte pas ses engagements, la saisie-arrêt

repréend son cours. Enfin, le travailleur peut obtenir du juge des référés que les sommes qui sont saisies lui soient quand même versées. Ceci se pratique dans le cas où les sommes saisies sont bien plus importantes que celles qui constituent la dette du travailleur. En ce cas, le travailleur obtiendra du juge que l'intégralité de son salaire lui soit versée, mais il devra en consigner une partie à la Caisse des Dépôts et Consignation pour garantir le paiement de sa dette.

Créer un rapport de forces.

Toutes les astuces du droit bourgeois ne remplaceront jamais la lutte des classes. Le meilleur moyen de lutte, c'est de s'en prendre au patron.

En effet, c'est lui qui devra pratiquer les retenues sur le salaire. Il est donc nécessaire de faire pression sur lui pour qu'il ne fasse pas ces retenues. Bien sûr, il dira que s'il ne les fait pas sa responsabilité sera engagée et c'est lui qui sera tenu de payer. Et alors ? N'est-ce pas les patrons qui imposent des salaires tellement bas qu'il sont en fait responsables des dettes que contractent leurs ouvriers pour vivre ? Le moyen de défense le plus efficace, c'est donc d'obtenir des patrons qu'ils s'abstiennent de pratiquer les retenues.

Nous n'avons parlé ici que de la saisie-arrêt sur salaire. D'autres saisies-arrêts sont possibles, qui sont légèrement différentes et plus défavorables encore au travailleur.

(à suivre)

Mercredi soir sur A2 : «C'est-à-dire»

## EN ROUE LIBRE

Selon Jean-Marie Cavada, il paraît que nous sommes en vacances. Si les écoliers s'en réjouissent, il est douteux que les travailleurs aient goûté ce genre d'appréciation optimiste. En tout cas elle était la justification d'une émission en roue libre : le «grand témoin» était Raymond Poulidor. Moins bavard, Raymond, que les hommes politiques invités d'ordinaire ; aussi l'émission «C'est-à-dire» a consisté, à peu de chose près, en du remplissage. D'abord, l'habituel tiercé de sondages idiots ; comment voyez-vous Poulidor ? En commerçant aimant aller à la pêche, et danser le tango aux bals du samedi soir plutôt qu'en fonctionnaire, écrivant un chapitre de ses mémoires et s'adonnant aux délices du jerk. Passionnant !

Suivent trois autres sondages commentés par Poulidor : la publicité sur les maillots laisse indifférent. «D'ailleurs, elle ne se voit guère...» Le sport où le dopage est le plus répandu serait le cyclisme. «Cette réputation vient de multiples contrôles anti-dopage sur les cyclistes alors qu'ils ne sont pas pratiqués ailleurs». Ce n'est sans doute pas faux ; mais le problème du dopage fut prudemment laissé de côté. Le coureur dont le nom restera dans les mémoires, c'est Poulidor, affirme le dernier sondage. Résultat prévu par l'intéressé avec un brin d'humour, semble-t-il, plutôt que par manque de modestie.

Après l'avoir fait pédaler

un moment sur un home-trainer pour montrer qu'il a «un cœur gros comme ça», Cavada et Chapatte l'asticotent gentiment sur sa «poupoulerité». Ça l'agace un peu mais aussi il aime bien et il n'a pas de réaction devant un document filmé pourtant significatif d'une certaine conception du sport : des spectateurs hurlent «Salaud, salopard», au passage de Merckx c'est tout juste s'ils ne lui crachent pas à la figure, puis on voit deux minettes vendre des assiettes à l'effigie de

Cavada a risqué timidement quelques questions sur les coulisses du cyclisme : les relations dans l'équipe, les problèmes de fric. Quand on sait que chaque équipe est officiellement divisée en leaders et «domestiques», quand on se souvient des remous soulevés par certains «gagne-petit» des pelotons qui se sont retrouvés «au chômage» à la fin de la saison dernière, il y avait là matière à discussion. Mais Raymond le Limousin s'en est tiré par des réponses de Normand.



Poulidor pour la «modique» somme de 20 F. On se le fait arracher, paraît-il !

Une révélation quand même au cours de cet entretien : selon Chapatte, ce qui fait les champions cyclistes désormais, c'est la longueur des cuisses, voilà pourquoi on peut prédire avec certitude que le jeune Français, Michel Laurent, sera un supercrack. Parents qui voulez orienter vos enfants, mesurez leurs fémurs !

C. ANCHER

## Programme

VENDREDI 26 MARS

- TF 1**
- 18 h 15 - A la bonne heure
  - 18 h 45 - Pour les jeunes
  - 19 h 20 - Actualités régionales
  - 19 h 40 - Une minute pour les femmes
  - 19 h 45 - alors, raconte
  - 20 h 00 - Journal
  - 20 h 30 - Au théâtre ce soir Les derniers ouvrages
  - 22 h 15 - Lunatiques, émission de J. Duché
  - 22 h 40 - Journal
- A 2**
- 18 h 40 - Le palmarès des enfants
  - 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
  - 19 h 20 - Actualités régionales
  - 19 h 45 - Y'a un truc
  - 20 h 00 - Journal
  - 20 h 30 - Comme du bon pain, feuilleton
  - 21 h 30 - Apostrophes : Une nouvelle cuisine française ?
  - 22 h 50 - Ciné-club : Les sacrifiés, film américain de John Ford et R. Montgomery (45) avec R. Montgomery, J. Wayne
  - 0 h 55 - Journal

- FR 3**
- 19 h 20 - Actualités régionales
  - 19 h 40 - Tribune libre
  - 19 h 55 - Flash journal
  - 20 h 00 - Les jeux de 20 heures
  - 20 h 30 - Vendredi : les libertés ou les prisons de Dieu \*
  - 22 h 20 - Journal
- \* Emission consacrée aux sectes religieuses (ou pseudo-religieuses) : Moon, Témoins de Jéhovah, etc...

## feuilleton

# ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX EDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RESUME :

E. Snow est de retour à Pao-an, capitale de la Chine Rouge. A la suite de sa rencontre avec un membre du Comintern, il est amené à évoquer l'influence de la Russie soviétique en Chine.

53e épisode  
L'INFLUENCE DE LA RUSSIE SOVIETIQUE

### UNE INFLUENCE DOMINANTE

Il est certain et évident que la Russie a depuis une douzaine d'années(1) une influence dominante - et en particulier dans la jeunesse instruite c'est l'influence extérieure spécifique dominante - sur la pensée chinoise concernant les problèmes sociaux, politiques, économiques et culturels du pays. Cela est aussi vrai, bien que ce ne soit pas reconnu par les intéressés, des milieux du Kouomintang que les districts soviétiques où on s'en glorifie. Partout en Chine où la jeunesse est animée de quelque ferveur révolutionnaire, l'ascendant de l'idéologie marxiste est apparent, à la fois comme une philosophie et comme une sorte de substitut à la religion. Dans cette jeunesse, Lénine est quasiment l'objet d'un culte, Staline est le chef étranger le plus populaire, le socialisme va de soi comme la forme future de la société chinoise, et la littérature russe a les adeptes les plus nombreux - ainsi, la vente des œuvres de Gorki dépasse celle de tous les écrivains indigènes excepté Lou-hsun, qui était lui-même socialement un grand révolutionnaire.

### ECHEC DES PUISSANCES IMPERIALISTES

Ce qu'il y a de tout à fait remarquable en cela,

c'est que tandis que l'Amérique, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Japon, l'Italie et d'autres puissances capitalistes ou impérialistes ont envoyé en Chine des milliers de représentants politiques, culturels, économiques et évangélistes en vue de répandre activement dans les masses chinoises les *credo* de leurs Etats respectifs, les Russes depuis longtemps n'ont pas en Chine une seule école, une seule église, ni même un cercle de discussion où l'on puisse légalement prêcher les doctrines marxistes-léninistes. Sauf dans les districts soviétiques, leur influence a été indirecte. Par surcroît, le Kouomintang s'y est partout imposé agressivement. Pourtant, rares sont ceux qui, ayant été en Chine pendant cette décennie et conscients de la société au sein de laquelle ils ont vécu, contesteront que le prestige du marxisme et de la Révolution russe et le triomphe de l'Union soviétique ont causé une impression plus profonde sur le peuple chinois que toutes les influences chrétiennes missionnaires qui se sont exercées dans la même période.

### UNE FORMIDABLE SOURCE D'ENCOURAGEMENT

Contrairement à ce que croient beaucoup de gens obsédés par l'épouvantail du Comintern, l'influence de la Russie, même dans les districts rouges, s'est manifestée plus par la voie spirituelle et idéologique que par une participation directe dans le développement du mouvement soviétique chinois. Il faut se rappeler que l'adhésion des communistes chinois au Comintern et l'unité avec l'U.R.S.S. ont toujours été entièrement volontaires et auraient pu à tout moment être dénoncées par les Chinois de l'intérieur. Pour eux, le rôle de

l'Union soviétique a été extrêmement puissant en tant qu'exemple vivant d'idéal engendrant l'espérance et la foi. L'expérience de la Russie a été le feu et la forge qui ont contribué à tremper en eux les qualités d'héroïsme que le peuple chinois n'était pas supposé posséder. Ces Rouges pensent que la Révolution chinoise n'est pas isolée et que des centaines de millions de travailleurs, non seulement en Russie mais dans le monde entier, les observent avec impatience, prêts à rivaliser avec eux lorsque le moment viendra, de même qu'ils se sont piqués d'émulation avec les camarades de Russie. Il était peut-être correct, au temps de Marx et Engels, de dire que « les travailleurs n'ont pas de patrie », mais aujourd'hui, les communistes chinois pensent qu'outre leur petite base de pouvoir prolétarien ils possèdent une puissante patrie dans l'Union soviétique. Celle-ci a été pour eux une formidable source d'encouragement et d'aliment révolutionnaire.

Le gouvernement soviétique de Chine, dit la Constitution adoptée au 1er Congrès panchinois des Soviets, se déclare prêt à former un front révolutionnaire commun avec le prolétariat mondial et toutes les nations opprimées et proclame que l'Union soviétique, pays de la dictature du prolétariat, est son allié loyale. A quel point les mots en italique ont de sens pour les soviets chinois, lesquels en vérité ont été la plupart du temps complètement isolés géographiquement, économiquement et politiquement, est difficile à comprendre pour un Occidental qui n'a jamais connu un communiste chinois.

(à suivre)

[1] Rappelons qu'E. Snow écrit son livre en 1937

# AMÉRIQUE DU SUD

## RIOPAILA Colombie DE NOTRE CORRESPONDANT

# OUVRIERS AGRICOLES EN LUTTE

Depuis le 14 novembre 1975, près de 3 500 travailleurs de l'exploitation sucrière de Riopaila (département de Valle, dans le sud-ouest du pays) ont cessé le travail et luttent pour leurs droits. C'est une des grèves les plus importantes de ces dernières années, et telle qu'on n'en avait pas vue dans la région depuis 1959.

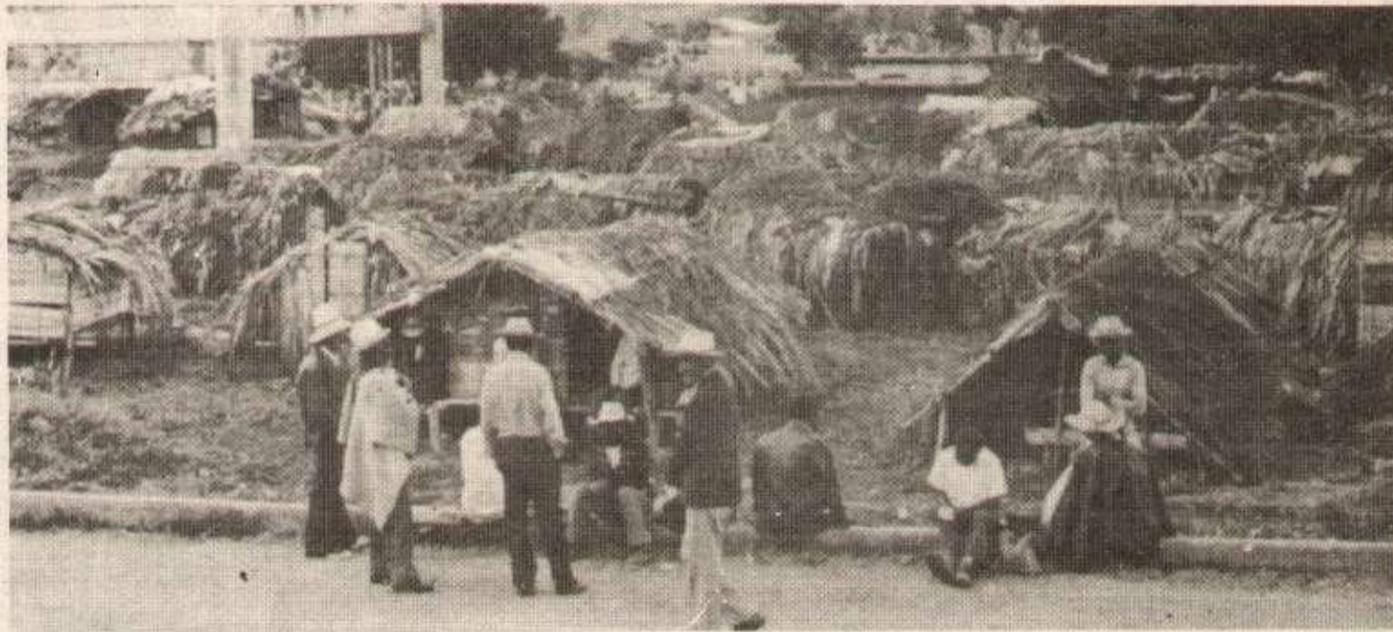
L'exploitation de Riopaila, principale productrice de sucre du pays (20 000 ha plantés en canne, plus les usines de transformation) est depuis les années trente propriété d'une grande famille -les Caicedo-Gonzalez- qui ont édifié une immense fortune sur la misère des petits paysans auxquels ils ont arraché leurs terres et l'exploitation des ouvriers de la canne à sucre.

### Contre le syndicat-maison

L'origine du conflit actuel ne date donc pas d'hier, mais on peut dater de 1972 un tournant dans la lutte des travailleurs, qui s'est cristallisée autour de la question du syndicat. Depuis 14 ans en effet, il n'existait en tout et pour tout pour «représenter et défendre» les travailleurs qu'un syndicat-maison, affilié à la centrale patronale UTC.\* Se rendant enfin compte qu'ils ne pouvaient rien attendre de cette organisation, les ouvriers de Riopaila se sont dressés contre elle et l'ont abandonnée en 1973 pour former un nouveau syndicat, affilié à l'Industrie du Sucre, auquel ils ont réussi à



donner un caractère plus démocratique et indépendant. Cependant, en 1974, le patron -soutenu par le gouvernement- prétendait encore n'accepter comme interlocuteur pour négocier les intérêts des travailleurs que l'ancien syndicat -nettement minoritaire- «jaune», attitude qui a déterminé le déclenchement d'une grève de 7 jours le 13 février 1975. Les travailleurs ont occupé les lieux, les villages alentours -où résident les familles des ouvriers-, se sont soulevés «machetes» en main ; il y a eu des affrontements avec l'armée, et finalement le patron a été obligé de négocier avec les véritables représentants des travailleurs. Suite à cette lutte victorieuse, a été signée une nouvelle convention collective, qui représentait des conquêtes importantes. Mais l'accord à peine signé, la direction de l'entreprise montre sa mauvaise foi et son mépris en le violant sur 36 de ses 38 points (procédant en particulier à des licenciements sans réunir la commission ouvriers-patronat dont la création avait été décidée).



Le «village» des grévistes de Riopaila

### Manœuvres et menaces

La riposte des ouvriers se traduit par des grèves spontanées qui s'échelonnent sur plusieurs mois, pour culminer avec la grève actuelle, déclarée le 14 novembre 1975.

C'est une lutte difficile que mènent les travailleurs de Riopaila -coupeurs de canne, transporteurs, mécaniciens, grutiers, ouvriers raffineurs, etc... Dès le début, leur mouvement a été déclaré illégal par le Ministère du Travail, qui a suspendu la personnalité juridique du syndicat et congelé ses fonds ; la direction de l'entreprise a utilisé toutes sortes de manœuvres et de menaces pour démobiliser les grévistes et les déconsidérer -elle a entre autres, décrété plus de 800 licenciements, en les utilisant comme instrument de chantage- ; la centrale CTC\* à laquelle est affilié le Syndicat de l'Industrie du Sucre, a interdit toute solidarité de ses organisations avec la grève, la qualifiant de «subversive» et prétendant qu'elle n'est menée que par une minorité. Le «camp» des grévistes est assiégé par l'armée et la police. Voici en effet comment les choses se passent :

### Un nouveau-village prolétarien

Pour être unis sur place, et pour empêcher l'entrée des briseurs de grève que la direction était allée recruter dans plusieurs départements, de nombreux travailleurs sont venus s'installer, avec femmes et enfants, aux portes même de l'entreprise, près du village de La Paila. Ils ont construit là des centaines de huttes de tiges de canne et de nattes, formant un nouveau village prolétarien, où ils vivent de façon communautaire. Dès le début, on a envoyé contre eux 500 soldats, qui se trouvent stationnés en permanence sur un terrain appartenant à l'entreprise. A l'heure actuelle, ils sont encerclés par près de 2 500 soldats et de nombreux effectifs de police -sans compter les agents secrets-. Plusieurs affrontements directs ont déjà eu lieu avec ces «forces de l'ordre» (dont une attaque surprise le jour de Noël), mais chaque fois, l'armée s'est trouvée face à un peuple résolu et combatif, composé des travailleurs, de leurs femmes, de leurs enfants et des habitants de La Paila et des villages environnants qui sont prêts à répondre au moindre appel des grévistes. La bataille la plus grave a eu lieu le 19 janvier 1976.

Ce jour-là, comme chaque jour, les grévistes étaient sortis sur la route où ils arrêtent la

circulation pour expliquer leur lutte et demander la solidarité des passants. Soudain la police charge la foule (parmi laquelle se trouvaient de nombreux enfants), d'abord à coups de grenades lacrymogènes puis à coups de fusil. Un jeune homme tombe, il avait 14 ans il s'appelait Gustavo Hurtado, et était fils de coupeur de canne. Son cadavre a été séquestré pendant trois jours par la police avant d'être rendu à sa famille. Le combat a duré plusieurs heures, les travailleurs et les habitants du village ripostant à coups de pierre, bâtons et de machetes. Plus de trente personnes ont été blessées, dont plusieurs gravement à la tête.

Cela a rendu encore plus difficile la situation du camp : la plupart des blessés ne sont pas allés se faire soigner à l'hôpital de peur d'être arrêtés, et il n'y a pas de médecin sur place (il semble pourtant que des travailleurs sanitaires d'autres coins du pays soient venus apporter leur aide). Il y a aussi de nombreux malades -surtout les enfants- à cause des conditions matérielles précaires où se trouvent les grévistes. Cependant, trois enfants sont déjà nés dans le campement et se portent bien. L'approvisionnement est extrêmement difficile. Leur menu quotidien consiste le plus souvent en une soupe de riz et de pommes de terre où surnagent quelques os dans les grandes occasions.

### les villages autour dressés comme au seul homme

Mais la solidarité -qui seule leur permet de survivre- est magnifique et touche tout le pays. Plus de 150 syndicats se sont solidarisés avec les travailleurs de Riopaila, leur apportant une aide morale et matérielle ; des comités de solidarité se sont créés dans plusieurs villes ; plusieurs mouvements de solidarité ont été déclenchés par les étudiants, en particulier à Cali, capitale du département : le 17 février, dans la ville de Popayan, un lycéen de 18 ans a été tué lors d'une manifestation de soutien aux ouvriers de Riopaila : les villages qui entourent Riopaila se sont dressés comme un seul homme derrière les grévistes, apportant une aide multiforme : manifestations, meetings, tirages de tracts, argent ou mouvement comme celui du village de Zarzal, où le 1er décembre la population, soutenue par la municipalité a décrété une «grève civique» de solidarité ; l'arrêt des banques, du commerce, des transports et le blocage de la circulation sur la route qui mène à Cali. Les paysans apportent de grandes quantités de vivres aux grévistes, mais il leur faut imaginer toutes sortes de ruses pour les faire passer, car l'armée et la police

confisquent tout. Entrer et sortir du camp est également difficile, mais les travailleurs de Riopaila ont déployé des prodiges d'ingéniosité pour se rendre dans tous les coins du pays et y expliquer leur lutte, ainsi que pour permettre à ceux qui les soutiennent de venir se rendre compte sur place.

### Enthousiasme et décision

La grève est très active. Elle est dirigée par le Comité coordinateur général de la grève composé de 12 cadres ouvriers issus des Comités d'activistes de base qui avaient surgi lors de la grève de mars 75 et constituaient le noyau de classe du syndicat, et le garant de la démocratie en son sein. Cependant, le pouvoir appartient en définitive à l'Assemblée Générale des travailleurs, qui sont d'autre part organisés en plusieurs commissions (propagande et agitation, finances, hygiène, transports, sécurité, relations avec l'extérieur, etc...). Il faut aussi souligner le rôle des femmes qui prennent part à toutes les formes de lutte, en plus du travail de leur comité qui se charge de l'organisation matérielle du camp (trois d'entre elles ont d'ailleurs été emprisonnées). Et il ne faut pas oublier les enfants, qui sont de toutes les fêtes et de toutes les bagarres.

La «grande presse» a fait un silence presque total sur ce qui se passe depuis plus de trois mois à Riopaila (les principaux journaux régionaux du Valle sont propriété ou bien des Caicedo-Gonzalez, ou bien de leurs parents... et ils ont de très bonnes relations au niveau national). Pourtant ni ce silence ni les menaces du patron, ni les balles de l'armée et de la police n'ont pu entamer le moral des travailleurs de Riopaila et de leurs familles, qui savent être dans leur bon droit et poursuivent avec enthousiasme et décision leur lutte pour les revendications suivantes :

- Réintégration de tous les licenciés
- Aucune représaille contre les grévistes
- Paiement des jours de grève
- Respect total de la convention collective et de tous les accords signés.

Au cours de ce mouvement, les travailleurs de Riopaila ont beaucoup appris, en même temps qu'ils donnent un magnifique exemple au prolétariat de leur pays, ainsi qu'au prolétariat international, à qui il est bon de faire connaître leur lutte.

Correspondant 20/2/76

\*UTC : Union des Travailleurs de Colombie, contrôlée par le parti conservateur et l'Eglise.

\*CTC : Confédération des Travailleurs de Colombie, contrôlée par le parti libéral.